

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques	Jacques Maritain
L'Histoire de Belgique de Pirenne	Fl. De Lannoy
La presse catholique dans le monde	Adalbert Bangha, S. J.
Le rêve éveillé	Léopold Levaux
Plantes sauvages	Adolphe Hardy
Les cercles sociaux de doctrine catholique	Jean Dermine
Les idées et les faits : Chronique des idées : La réforme de saint François, Mgr J. Schyrgens. — Angleterre. — Allemagne. — Roumanie — Proche-Orient.	

La Semaine

♦ Le septième centenaire de la mort de saint François se célèbre avec éclat à Assise et dans tout l'univers catholique.

En un temps où le communisme bolchevique a dissous un grand empire et déchainé sur lui le torrent de la barbarie, où ce communisme s'attaque un peu partout aux bases même de l'ordre social, le monde a les yeux tournés vers la cité ombrienne où vécut et expira l'héroïque « communiste » que fut « le petit pauvre de Dieu », le saint en qui la figure de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et sa vie évangélique, ont paru avec plus de ressemblance et plus de splendeur qu'en aucun autre saint.

Mais le communisme dans la pauvreté effective et dans l'obéissance parfaite, c'est l'Evangile intégral, tandis que le communisme rouge en est la négation et le contrepied.

Notre civilisation matérialiste appelle deux réactions : celle d'un retour à la vie évangélique avec l'amour de la pauvreté et du détachement des richesses ; ou celle de l'envie, du désir de jouir également, et le plus possible, des biens de ce monde.

Si la première l'emporte, la civilisation sera sauvée. Sinon, les progrès de la seconde replongeront l'Europe dans la nuit noire de la barbarie.

Puisse saint François obtenir pour l'Eglise romaine, dont il est le plus grand saint — comme aussi au témoignage du protestant Paul Sabatier, « le plus catholique des saints » — que les fidèles reviennent à cet esprit évangélique, à cette foi vécue, à cet amour du Christ et de son Eglise qui, seuls, peuvent nous sauver.

Plus que le XIII^e siècle, qui malgré toutes ses ombres était un siècle de foi, notre temps apostat et antichrétien a besoin de l'exemple et des mérites de ce « second Christ » que fut François d'Assise !

♦ Et cependant que montent partout des hymnes au Poverillo, par une ironie qui mérite d'être soulignée, le Président Coolidge exalte l'idéalisme américain.

Parlant mardi soir à la convention de la Croix-Rouge américaine, il a déclaré que le succès qui a couronné les efforts du peuple américain n'a pas rendu celui-ci cupide et avare, mais lui a inspiré des

sentiments de générosité féconde, de bienveillance et de charité.

L'œuvre de la Croix-Rouge, a ajouté le Président, n'est qu'un des exemples des résultats innombrables de l'idéalisme américain. Elle démontre que c'est un haut but moral qui fait agir les Américains dans leur recherche de la richesse.

Si ce pouvait être vrai ! Mais non, le pays le plus matérialiste du monde, celui où le Veau d'Or a le plus d'adorateurs, et où le culte du Monstre conduit aux pires excès, n'est-ce pas la République étoilée ?...

♦ La conférence de Mussolini sur la puissance navale de Rome et de l'Italie antiques, et le discours à la foule de Pérouse mettent bien en lumière toute la force, mais aussi le côté dangereux du fascisme.

« Il y a un fait — écrit le Temps — contre lequel les raisonnements les mieux établis ne peuvent rien : l'Italie est fasciste, la grande majorité du peuple italien est ralliée au « Duce », parce que celui-ci a su assurer à son pays la paix intérieure et le bénéfice d'un extraordinaire redressement moral. Qu'un parti ait pu s'identifier de la sorte avec une nation, c'est certainement une chose sans précédent dans l'Histoire ; que cela ait pu s'accomplir en quatre années, cela témoigne d'un prodige d'énergie et de volonté âprement soutenues à travers toutes les crises par l'homme qui a fait de cette œuvre le but suprême et unique de sa vie ».

« Sa conviction est bien que le fascisme apporte au monde un nouveau système politique, un nouveau « type de civilisation », et que l'expérience qui se fait aujourd'hui en Italie offre un intérêt énorme, à la fois historique et politique, pour tous les peuples. C'est un acte de foi dans cette vérité première qu'il n'y a pas de progrès possible pour les sociétés humaines en dehors de l'ordre, de la discipline et du travail ».

Toute l'Italie vit en Mussolini. Il incarne l'âme de son peuple. Mais le danger, c'est l'impérialisme, le rêve de conquêtes, la soif de domination, avec leurs conséquences naturelles : les armements et l'exaltation de l'instinct belliqueux.

Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques ⁽¹⁾

Le philosophe même le plus résolu à ne pas entrer dans les contingences de la politique pratique se sent parfois tenu de livrer les réflexions qu'il fait dans son observatoire. La crise que traverse une partie de la jeunesse, crise rendue plus sérieuse encore par la lettre du Saint-Père mettant les catholiques en garde contre l'athéisme de certains dirigeants de l'*Action française*, crée ainsi pour moi une obligation à laquelle je ne veux pas me dérober, bien que les explications que je me propose de donner ici risquent de mécontenter beaucoup de personnes, comme il arrive chaque fois que l'on s'efforce de juger les choses humaines indépendamment des partis humains. On sait du reste que le rôle des philosophes est de rappeler à leurs contemporains les *invidiosi veri* dont parlait Dante.

Je ne dirai rien de ce qui concerne la conduite adoptée par l'*Action française* dans telles ou telles circonstances particulières, de ce qui concerne ses procédés de combat, son influence bonne ou mauvaise sur les œuvres de jeunesse, sa politique quotidienne en matière intérieure ou extérieure. C'est de doctrine que je m'occupe. Contre les erreurs philosophiques et religieuses contenues dans les écrits de Maurras, le Saint-Père lui-même, après le cardinal Andrieu, a mis en garde la jeunesse catholique. La question est donc tranchée de ce côté, et l'on peut ajouter qu'elle était déjà résolue dans l'esprit de ceux qui, tout en suivant Maurras en politique, gardaient entière la pureté de leur foi. Reste la question de l'œuvre politique de Maurras, qui est son œuvre essentielle. Je voudrais essayer d'examiner le double problème, théorique et pratique, que cette œuvre pose devant l'intelligence chrétienne; ce qui permettra peut-être, en revenant à ce point de vue sur la récente intervention de l'Eglise, de mieux comprendre le sens et la portée de cette intervention.

A cette fin, je ne saurais mieux faire que de reprendre, en l'entremêlant de réflexions nouvelles, un travail composé par moi il y a un an, en réponse à la question suivante : quelle est la position de la philosophie chrétienne en face des idées politiques de Maurras ? Le manuscrit était resté dans mes tiroirs, la revue étrangère qui m'avait interrogé ayant renoncé à son enquête (2).

Ayant la disgrâce de devoir traiter une question qui touche à des conflits politiques, je n'ignorais pas que maints lecteurs, poussés par le démon de la confusion, seraient tentés de me classer, que dis-je,

de classer ma philosophie elle-même dans un parti. L'avertissement suivant était donc nécessaire, pour prévenir tout malentendu :

1^o Je rappelle avant tout que les vérités de la métaphysique et de la philosophie, comme *a fortiori* celles de la foi, appartiennent à un domaine absolument supérieur à celui de la prudence et de l'action politique, et qu'il serait scandaleux d'introduire, dans ce domaine éternel, nos préférences ou nos passions d'un jour ;

2^o Le thomisme, par exemple, a bien une certaine philosophie de la cité, mais dont les applications peuvent et doivent varier de maintes manières, suivant les conditions de temps et de lieu, et il est entièrement indépendant en lui-même des opinions politiques que tel ou tel thomiste pourra professer en matière contingente. Il n'est lié à aucun parti, il lui suffit d'être vrai.

3^o Enfin, en ce qui me concerne personnellement, désireux de maintenir ma liberté de philosophe, je n'ai jamais voulu adhérer à aucun groupe politique, et, sans méconnaître le devoir de chacun de s'intéresser à la chose publique, je tiens à rester absolument séparé de toute activité de parti.

J'ajoutais, concernant la personne de Maurras :

Comment ne dirais-je pas tout d'abord mon admiration pour Maurras lui-même ? Sa grandeur, le ressort profond de son activité, c'est avant tout, selon moi, le sens du *bien commun*, de la cité. Un magnifique amour, une passion lucide de ce bien commun, voilà ce qui me frappe d'abord en lui, et me le fait regarder comme un exemplaire de vertu civique, un de ces vrais républicains dont le type a été formé dans les petites cités de la Grèce ou les municipes de la Renaissance. Il est celui qui ne désespère jamais du salut de la patrie. Ce qu'il y a en lui de « païen », ce n'est pas cette vertu, certes ; ce serait plutôt, dans un tout autre ordre, une sorte d'amour de préférence et une certaine délectation du fini et du parfait créé (comme si aucune vérité ou perfection créée pouvait suffire !) — une étrange impuissance à comprendre que la nature est blessée, à envisager le grand mystère de l'introduction de la mort par le péché, à attendre une rédemption. Mais entre cette disposition d'âme et ses théories politiques, il n'y a qu'un rapport contingent ; il le sait bien lui-même et en témoigne au besoin. Il serait déraisonnable de vouloir tout lier dans un homme comme dans un traité de géométrie. Je sais les textes qu'on peut reprocher à Maurras et qui blessent cruellement notre foi. Aucun chrétien n'est prêt à passer sur eux l'éponge. Lui-même, toutefois, ne prétend pas faire dépendre d'eux toute son œuvre, et l'on peut croire qu'ils expriment l'aspect de sa pensée auquel il est le moins attaché.

Ce qui nous afflige chez Maurras (et cette navrante admiration pour un Anatole France), cela doit-il nous empêcher de reconnaître ce que Maurras dit de vrai, ce qui en lui rejoint la pensée d'un

(1) Notre collaborateur et ami, M. Jacques MARITAIN, vient de publier sous ce titre, à la librairie Plon à Paris, une brochure de 75 pages que tous ceux qui s'intéressent à l'avenir du catholicisme en Europe voudront lire et propager. Avec la bienveillante autorisation de l'auteur et de l'éditeur, nous en reproduisons l'introduction et la deuxième partie.

(2) Cette étude a été écrite en octobre 1925. Je la publie aujourd'hui en ajoutant les compléments et les remarques exigés par les événements survenus depuis lors.

Joseph de Maistre ou d'un Bossuet? Et puis, ne sentons-nous pas en lui, à l'égard de la foi, autre chose que la froide indifférence, un grave et ardent regret, qui n'est pas loin du désir? Qui sait où Maurras en est à l'heure actuelle? Qui peut mesurer à quelle profondeur descend, dans le secret du cœur, un aveu comme celui-ci : « Qu'advient-il de l'agnosticisme d'Auguste Comte? La question se pose. Je me la pose, pour ma part, vingt fois par jour (1)? » Comment aussi ne pas soupçonner l'indice d'un changement dans le beau témoignage rendu par lui, à l'occasion du jubilé du cardinal Mercier, à la vertu éternelle de la sagesse thomiste (2). »

L'auteur examine d'abord le problème théorique : politique et théologie. Le Saint-Père vient de rappeler que si les opinions politiques sont libres, comme la politique est « logiquement subordonnée à la morale », les disciples catholiques de Maurras doivent veiller à ne pas subir le contre-coup des opinions philosophiques et religieuses de leur chef politique. Maritain explique ensuite l'empirisme organisateur de Maurras, « ensemble de conclusions acquises par voie inductive », et qui « peuvent être assumées et intégrées dans des doctrines fort diverses ».

Puis, examinant les sens du mot démocratie — démocratie sociale, démocratie politique, démocratism (le Peuple Souverain) — il indique la portée de l'œuvre antidémocratique de Maurras.

Passant alors au « Politique d'abord », il établit la légitimité de cette formule dans l'ORDRE D'EXECUTION.

L'auteur montre, enfin, Maurras aux prises avec les faux dogmes libéraux.

Le plus grand service rendu, selon moi, par Maurras, c'est d'avoir — toujours grâce à ses moyens empiriques, mais maniés avec quelle vigueur! — dévoilé ce principe spirituel. Il a nettoyé l'intelligence, il l'a délivrée des faux dogmes libéraux (3), voilà son bienfait capital, et ce qui explique que tant de jeunes le regardent comme leur maître. Pourquoi les catholiques ont-ils laissé faire à un autre l'œuvre qui leur incombait, et qui n'exigeait pas seulement les trésors de doctrine dont ils surabondent, et auprès desquels ils dorment souvent, mais l'audace, la force, le courage intellectuel d'user à fond de ces trésors, le génie de les appliquer au réel?

Pour en revenir à Maurras, les esprits dont je parle, quelles que soient leurs opinions politiques, devraient être d'accord pour reconnaître, non pas, certes, toutes ses idées et directions politiques, mais ce qui, à mon avis, est le plus important dans son œuvre, sa critique de l'idéologie libérale et des dogmes révolutionnaires.

La science politique et la prudence politique.

Dirons-nous, pour préciser la place et le rôle de l'« empirisme organisateur », que la politique (science politique et prudence politique) est une sorte de physique et une sorte d'art du bien social, qui se constituerait séparément de l'éthique, une science et une mise en œuvre des conditions de prospérité de la cité que l'observation déterminerait au seul point de vue des « lois naturelles », et sur lesquelles pourraient venir se greffer après coup et de façon surrogatoire des considérations morales? Ce serait une erreur capitale. La fin de la cité terrestre est le *totum bene vivere* de l'homme ici-bas : bien temporel, sans doute, mais qui n'est pas seulement d'ordre matériel, qui est aussi et avant tout d'ordre moral et spirituel. La science et la pratique de la bonne conduite de la cité ne sauraient donc se séparer de la juste connaissance des fins de la vie humaine.

C'est précisément pourquoi saint Thomas, se fondant sur Aristote, mais le dépassant à l'infini, a pu assurer en doctrine cette

subordination totale de la politique à la morale dont nous parlions tout à l'heure, — et appliquant seul de façon parfaitement exacte ce principe très vrai : « Le bien du tout est plus divin que le bien de la partie (1) », que les païens risquaient toujours de tirer dans le sens de l'idolâtrie de l'Etat, — montrer que, d'une part, tout ce qui est de l'homme, pris formellement comme partie de la cité, peut être référé au bien de la cité, mais que d'autre part il y a dans l'homme un aspect selon lequel, étant directement référé à Dieu, il échappe à cette ordination politique et possède lui-même la dignité d'un tout, plus éminemment que le monde physique tout entier, puisque Dieu est beaucoup plus intimement la fin d'une âme que de tout l'univers des corps. C'est ainsi encore que, d'après saint Thomas, un homme privé peut être bon citoyen (*civis communis*, sinon *civis præclarus*) sans être moralement bon *simpliciter* (il suffit qu'il ait les vertus civiques, et qu'il soit ordonné au bien commun), mais le prince ne s'acquitte bien de sa fonction politique, de sa fonction de Prince, que s'il est homme vertueux purement et simplement, non seulement dans l'ordre politique, mais dans tout l'ordre de la vie morale. Car il doit incarner le bien commun.

J'ajoute que la cité étant ordonnée ainsi à un bien temporel non seulement matériel mais aussi moral (vraiment humain en un mot), et d'autre part, en fait, la vraie fin dernière de l'homme étant d'ordre surnaturel, et ne pouvant être atteinte que par la voie du Christ, on doit conclure de là :

1° Que la société divinement instituée pour mener l'homme à sa fin dernière, l'Eglise, a nécessairement un pouvoir indirect, *ratione peccati*, sur le domaine temporel;

2° Qu'il n'y a, en fait, de bonne politique et de prudence politique parfaite, qu'une politique chrétienne et une prudence politique informée par les vertus surnaturelles du chrétien;

3° Que la science politique intégrale, quelque immense part qu'il convienne d'y réserver à l'observation et à l'induction, est non seulement d'un ordre supérieur à la science inductive, à une simple constatation physique de faits et de consécutives empiriques (prétendue sociologie au sens de Durkheim), mais d'un ordre supérieur à la philosophie; pour être vraiment complète elle doit se référer au domaine de la théologie, et c'est bien en tant que théologien que saint Thomas a écrit le *De regimine principum* : en effet, les fins sont dans l'ordre pratique ce que les principes sont dans l'ordre spéculatif, la connaissance des actes humains, et en particulier de la bonne conduite de la cité humaine, ne saurait donc exister comme science intégrale, comme corps de doctrine achevée, que si elle est rattachée à la fin dernière de l'être humain. Sans doute un Aristote a pu, avec les déficiences que j'ai signalées, tracer l'épure d'une philosophie politique, partie d'une philosophie morale suspendue elle-même à la doctrine du souverain Bien (d'un souverain bien naturel, tel qu'un païen pouvait le concevoir, et encore bien obscurément). Toute philosophie politique, comme toute philosophie morale, sont ainsi une sorte de limite abstraite, la science des lois naturelles de l'agir humain. En fait cependant, l'homme n'est pas dans un état purement naturel, mais dans l'état de nature déchue et de nature réparée; la règle de conduite de la vie individuelle et sociale ne peut donc pas faire abstraction de l'ordre surnaturel.

Maurras ne reste pas seulement étranger aux réalités de la foi. Sa raison même, hélas, ne va pas jusqu'au terme de sa puissance naturelle, et sans nier Dieu, n'ose encore suivre Aristote jusqu'à l'affirmation de l'acte pur. Il doute. En tout cas ses idées politiques ne se rattachent pas à une doctrine de la fin dernière de l'homme.

En raison même du procédé exclusivement empirique et inductif adopté par lui, il faut dire, ainsi que nous l'indiquons au début,

(1) Parce que le tout comme tel est plus que la partie, donc est plus près du premier Être.

(1) *Action Française*, 17 mars 1924.

(2) Témoignage publié dans la *Revue Catholique des Idées et des Faits*, 28 mars et 4 avril 1924.

(3) J'entends ici les mots libéral, libéralisme, non en tant qu'ils peuvent servir d'étiquette à tel ou tel parti politique, mais au sens strict qu'ils ont dans le langage des théologiens.

non pas que ses idées politiques constituent une science ou une philosophie politique proprement dite, sur laquelle la pensée catholique pourrait bâtir comme saint Thomas a bâti sur Aristote, mais que ses idées politiques, du moins celles qui ont une valeur universelle, constituent des fragments d'une science politique, une préparation empirique à une telle science, des conclusions inductives et partielles que la pensée catholique peut assumer et intégrer en les organisant en doctrine, par rattachement à des principes plus élevés et dans la lumière propre de la théologie.

Dangers dans l'ordre de la pensée.

Une telle situation comporte des dangers, dans la mesure où l'on ferait un système clos d'une pensée politique qui, prise en elle-même, reste ouverte à des compléments supérieurs. Il n'existe pas de mouvement humain qui n'ait ses périls. La question est de savoir si, et comment, on peut les conjurer. Il me paraît clair que les catholiques seuls sont en état d'y remédier efficacement, en assumant, comme je viens de l'indiquer, ce que les idées politiques de Maurras contiennent d'universellement vrai dans la synthèse supérieure de la théologie. Examinons ces dangers.

Au point de vue de la science politique, il y a ainsi danger de s'enclorre dans l'empirisme comme dans une doctrine suffisante, et de refuser les synthèses plus hautes qui seules peuvent conduire à la science proprement dite. L'erreur où l'on risque alors de tomber est celle du « naturalisme » politique.

Au point de vue religieux, il y a danger de considérer l'Eglise dans les biens qu'elle dispense de surcroît, en tant qu'elle est la meilleure protectrice du bien social, plus que dans sa fin et sa fonction et sa dignité essentielle, qui est de dispenser aux hommes la vérité surnaturelle et les moyens de la vie éternelle, et qui lui confère un droit d'intervention dans les choses temporelles. L'apologétique de l'ordre humain et social, telle qu'un Brunetière ou un Bourget l'ont développée, est certainement légitime, mais absolument insuffisante. Et s'il est vrai, au témoignage même de Léon XIII, qu'un des signes de la mission divine de l'Eglise réside dans le fait qu'elle seule offre une suprématie et efficace garantie à la droite vie temporelle des peuples, il est vrai aussi que la vie surnaturelle apportée ici-bas par l'Eglise, royaume des cieux au milieu de nous, est d'une nature si transcendante, si proprement divine, que le catholicisme, comme Paul Claudel le remarquait récemment avec tant de force (1) ne saurait jamais se trouver vraiment chez lui dans les royaumes de la terre, et que l'ordre de la charité dépassera toujours à l'infini l'ordre humain le mieux établi. L'Etat, comme tel, a des devoirs envers Dieu, et il faut, en raison de ces devoirs comme pour le bien des âmes, que l'Eglise et l'Etat soient unis. Tel est le droit, l'exigence de la justice, et c'est ce qui importe avant tout. En fait pourtant, et sauf quelques exceptions saintes dont elle nous convie à nous émerveiller, l'Eglise a presque autant souffert des rois chrétiens, pour défendre contre eux son indépendance, que des gouvernements antichrétiens, pour défendre contre eux son existence. Le Christ est roi à tous les sens du mot, roi des nations comme roi du ciel, mais quand on lui a offert cette royauté temporelle qui lui appartient de droit, il n'a pas voulu l'exercer, nous signifiant ainsi un grand mystère de la vie historique de son Corps mystique. S'il faut maintenir intactes les vérités que nous rappelons plus haut sur les nécessaires conditions politiques d'une droite vie humaine, il y a, en fait, un certain pessimisme sur le cours des choses humaines, et éminemment des choses politiques, qui convient au chrétien, lequel n'a pas ici-bas de demeure, et qui le porte à ne pas compter beaucoup sur l'établissement de conditions politiques complètement et durablement bonnes, et à n'espérer que peu des meilleurs princes : *nolite confidere in principibus*. Mais ce

qu'il doit haïr en tant même que citoyen (1), et chercher à renverser à moins qu'un mal plus grand ne doive s'ensuivre pour la cité, c'est une souveraineté politique qui non pas par accident, mais essentiellement, en droit et en principe, serait tournée contre le Christ.

LE PROBLÈME PRATIQUE : UN CHEF POLITIQUE INCROYANT

Dangers dans l'ordre de l'action.

Enfin au point de vue de l'action pratique et de l'exécution, il y a pour les partisans de Maurras, — comme pour ceux de n'importe quel chef politique, — le risque banal que le souci du politique immédiat ne l'emporte sur celui du spirituel, et ne fasse négliger le premier travail qui s'impose à chacun de nous, et qui est de se réformer soi-même.

Sous prétexte que le bon ordre de la cité, assuré par qui a soin du bien commun, est la première condition d'un redressement durable des choses humaines, et qu'ainsi il est juste et légitime de lutter pour l'instauration de cet ordre, ce serait une grave erreur de croire que l'activité politique et extérieure est pour chaque personne privée la principale et la plus urgente, et une erreur plus grave encore de croire qu'elle suffit, d'oublier à cause d'elle le primat absolu des vertus surnaturelles et de l'activité intérieure de la connaissance et de l'amour. L'ordre de la charité veut — et la chose publique elle-même ne peut qu'y gagner — que nous aimions d'abord Dieu, et secondement la vie éternelle de notre âme avant le bien public, et plus que lui.

Je dois à la vérité d'ajouter qu'en fait, quelques-uns des cœurs les plus généreusement surnaturels que j'aie connus, étaient parmi les plus fervents disciples politiques de Maurras.

Un chef politique incroyant.

Mais voici le point le plus délicat, et qu'il faut mettre en pleine lumière. L'ordre de l'action pratique ou de la prudence pose un problème que l'ordre théorique, même en matière de morale et de politique, ne posait pas, car on peut adopter des idées en complétant ce qui leur manque, on suit un chef tel qu'il est. N'est-il pas anormal que des catholiques obéissent politiquement à un chef qui n'ayant pas la lumière de la foi n'a pas l'idée complète du but à atteindre?

Si leur situation est en effet anormale, si leur conscience les oblige en pareil cas à un contrôle perpétuel et particulièrement vigilant, les catholiques dont il s'agit peuvent répondre que dans certains cas la politique d'un non-chrétien peut défendre les points les plus urgents d'une politique chrétienne; et qu'il n'a pas dépendu d'eux, mais des permissions de la Providence, que la tête politique la plus solide de leur âge et de leur pays soit privée des dons de la foi : situation historique exceptionnelle qu'ils n'ont pas choisie, et qui les oblige à adopter eux aussi, en raison des cir-

(1) C'est le bien même (spirituel et matériel) de la cité humaine, prise et dans l'ordre de sa vie propre (temporelle), et comme destinée à préparer l'obtention de la vie surnaturelle des âmes (vie éternelle), qui rend nécessaire la lutte temporelle et politique contre les persécuteurs. Les chrétiens des premiers siècles n'ont pas cherché à renverser l'Empire persécuteur, parce que, strictement impuissants à établir un Etat chrétien, ils avaient la chance de ne devoir penser qu'à la vie éternelle et aux intérêts surnaturels (pris purement en eux-mêmes et non dans les préparations temporelles qu'ils demandent normalement). Aussi bien leur révolte, à supposer qu'elle ait eu possibilité de réussir, n'aurait-elle réussi qu'à compromettre l'existence même de la cité. Il leur restait le martyre, qui n'est pas la plus mauvaise des solutions.

(1) Préface au livre de Jacques RIVIERE, *A la trace de Dieu*.

constances et en vue du bien commun, une ligne de conduite exceptionnelle. Quelque parti que l'on adopte soi-même, on ne saurait trouver déraisonnable une telle réponse.

* * *

C'est ainsi que je m'exprimais en octobre 1925. Je ne crois pas que ces considérations aient cessé d'être vraies. Mais elles sont devenues insuffisantes, il est nécessaire de les compléter. Un événement nouveau s'est produit, et de quelle portée : le Pape s'est prononcé, il juge qu'en fait le principat politique exercé sur la jeunesse catholique d'*Action française* par un esprit privé de la grâce de la foi comporte des dangers qui risquent de « faire dévier le véritable esprit catholique », d'« abaisser la perfection de la pratique chrétienne et plus encore de l'apostolat, de la véritable action catholique à laquelle tous les fidèles, les jeunes gens surtout, sont appelés à collaborer activement pour l'extension et l'affermissement du règne de Jésus-Christ dans les individus, dans les familles, dans la société » ; dangers contre lesquels des mesures de protection spéciales sont nécessaires, et assez grands pour motiver une approbation publique donnée par lui aux avertissements sévères du cardinal Andrieu.

Ce sont les conséquences de ce fait nouveau que je voudrais examiner, c'est sur elles que j'appelle d'une façon pressante l'attention des catholiques d'*Action française*, avec l'anxiété de blesser peut-être des hommes parmi lesquels je compte beaucoup d'amis, mais la certitude d'accomplir un devoir, imposé par la confiance même dont quelques-uns d'entre eux veulent bien m'honorer.

Il importe essentiellement, et pour eux, et pour l'avenir de la France, qu'ils se souviennent de la qualité *supernaturelle* que l'obéissance d'un chrétien doit nécessairement porter. Je rappelle ici la doctrine générale dont je me faisais l'écho ailleurs (1). L'Eglise est humaine et divine à la fois. Ne parlons pas de ses décisions infaillibles. Quand même, dans un autre domaine, le précepte ou le conseil reçus d'elle apparaîtraient à la raison individuelle de tel ou tel d'entre nous comme inopportuns ou mal fondés, quand même nous aurions de bonnes raisons de nous plaindre de la série des événements qui les ont conditionnés dans l'ordre humain, cette série de causes subordonnées est ici toute secondaire, il y a toujours un message divin, une sûre intention de l'Esprit de Dieu qui passe par l'intermédiaire de ces événements humains, et que l'esprit de foi peut toujours découvrir. « Le Père Clérissac assurait que tous les jours, même lorsqu'un précepte exprès n'intervient pas, il est possible de dégager la pure ligne spirituelle selon laquelle la direction marquée d'en haut s'impose à la vertu d'obéissance. » Ajoutant qu'une telle déférence à l'autorité exige d'ailleurs les plus délicats discernements, selon les degrés et les espèces de subordination et de mandat ; car elle se rapporte à une vivante et libre docilité du jugement pratique, non à une exécution servile et mécanique (2). » Cette doctrine est absolument capitale. C'est la grande faute des catholiques de l'oublier trop souvent.

Dans le cas présent, lorsque les catholiques d'*Action française* répondent qu'ils n'ont jamais suivi Maurras dans ses opinions philosophiques et religieuses, que leur foi est pure de tout alliage d'erreur, qu'ils s'attachent et s'attacheront plus que jamais aux enseignements du Saint-Siège, ils agissent d'une façon loyale et que l'on ne peut qu'approuver. Mais s'ils en restaient là, cette réponse, à mon avis, serait insuffisante. L'obéissance demande autre chose. Ils font partie d'une certaine communauté librement choisie, d'une certaine formation politique. L'affirmation de leurs sentiments intégralement catholiques comme personnes privées ne suffit

pas à faire tomber les appréhensions manifestées par le Souverain Pontife. C'est une assurance portant sur l'esprit de leur groupement comme tel qui est ici nécessaire. S'agit-il pour eux d'abandonner les directions politiques de Maurras, de renier leurs amitiés, de détruire leur œuvre et leurs organisations politiques ? Allons donc, la lettre du Saint-Père ne dit rien de semblable. Il s'agit de trouver un moyen de garantir les intérêts de la foi et de l'esprit catholique dans l'association elle-même qui les réunit prise comme corps organisé, non comme simple collection d'individus. Quel moyen ? C'est à eux d'y aviser dans le concret ; je puis bien dire cependant dans quelle direction, selon moi, ils ont chance de trouver la bonne solution. Dans l'association purement politique qui les unit, pour des buts pratiques bien définis, à des hommes professant par ailleurs les opinions les plus différentes, il y a place non seulement pour des individus, mais pour des groupements variés. Pourquoi les catholiques d'*Action française* ne s'organiseraient-ils pas entre eux au sein même de leur parti, en un groupement spécial, religieux et non politique, ayant pour objet non pas l'action politique, mais la formation religieuse, l'étude de la doctrine catholique, des enseignements des Papes, de la théologie dogmatique et morale, — groupement constitué non par des sections politiques, mais par des cercles d'études, dirigé par des théologiens, et directement contrôlé par l'autorité ecclésiastique ? Ainsi seraient publiquement garantis le maintien de l'intégrité de la doctrine et de la morale chrétiennes parmi la jeunesse catholique adhérente à l'*Action française*, et la possibilité pour elle de compléter et de redresser les enseignements, opinions ou exemples reçus de certains de ses maîtres politiques.

J'estime que les catholiques d'*Action française* ne pourront sortir heureusement de la crise présente que s'ils considèrent comme révolue la période purement laïque de leur organisation. Ce qu'il importe d'éviter, ce sont les plus grands maux, et dans un cas pareil, le plus grand mal pour un fils de l'Eglise, ce serait, je ne dis pas la désobéissance, dont il ne saurait être question, mais une obéissance réglée et mesurée par des motifs et des raisons d'ordre humain et naturel, non par l'esprit de foi : demi-obéissance indigne d'un chrétien.

Il est bien évident que les opinions que j'exprime ici me sont strictement personnelles ; je n'ai reçu mandat ni conseil de personne ; si j'ai décidé d'intervenir dans le débat, sans autre autorité que celle des évidences morales qui s'imposent à mon esprit, c'est pour servir le bien commun selon mes moyens de philosophe, c'est-à-dire en essayant d'éclairer des problèmes difficiles. Entièrement étranger au monde de la politique et à tout désir d'action politique, n'ayant jamais adhéré à l'*Action française*, mais ayant pour beaucoup de ceux qui en font partie la plus grande amitié, j'ai pensé qu'en raison même de cette situation, je pouvais et devais rappeler publiquement des principes essentiels que les passions de la lutte portent souvent à oublier (1).

Jacques MARITAIN.

(1) Nous publierons dans notre prochain numéro les considérations finales de M. Jacques MARITAIN sur : *Nationalisme et catholicité*.

AVIS IMPORTANT.

Nos abonnés par la poste doivent recevoir régulièrement la « Revue » le samedi soir, ou, au plus tard, le dimanche matin.

Nous prions INSTAMMENT nos abonnés qui auraient à se plaindre à ce sujet de nous aviser.

(1) Préface au livre du P. CLÉRISSAC sur le *Mystère de l'Eglise*, 2^e édit., Saint-Maximin, 1925.

(2) *Ibid.*, p. XXII.

L'Histoire de Belgique de Pirenne

La publication d'un tome nouveau de l'histoire de Belgique de Pirenne, prend l'importance d'un événement de notre vie nationale; elle est attendue, non seulement par les historiens de profession, professeurs ou étudiants de nos universités et de nos collèges, mais aussi par tous ceux, chaque jour plus nombreux en Belgique, qui s'intéressent à l'origine et au développement de notre nationalité à travers les siècles. Le goût de l'histoire est une caractéristique de notre époque, et il se manifeste dans tous les pays. S'il a gagné à son tour le grand public belge, le mérite en revient pour une large part, à M. Pirenne. L'œuvre monumentale qu'il a entreprise, il y a vingt-cinq ans, et qu'il a poursuivie depuis lors par un labeur incessant, est, par excellence, une œuvre de vulgarisation. Tout en ayant une valeur scientifique incontestable, elle se présente au public, débarrassée de ce fatras de notes qui effraye les non-initiés, de ces discussions de détail qui n'intéressent que les spécialistes. Son auteur excelle à dégager les conclusions, à synthétiser, à faire apparaître le passé « plus vivant et plus compréhensible », à suivre, à travers la variété infinie des événements et des situations, la continuité du sentiment national, de cette communauté de civilisation qui, malgré des frontières artificielles et conventionnelles, unit, depuis des siècles, les Wallons et les Flamands de la Belgique actuelle. Pirenne a eu le grand mérite de comprendre que l'histoire de Belgique ne devait pas être étudiée en « vase clos »; que notre pays, terre européenne par excellence, n'avait cessé de subir le contre-coup de tous les événements qui ont agité ou bouleversé l'Europe, et que notre histoire nationale devait donc être replacée dans les cadres de l'histoire générale.

Le tome sixième de l'*Histoire de Belgique* qui vient de paraître, possède les qualités et les mêmes caractéristiques que les précédents. Seulement, alors que les premiers tomes embrassaient l'exposé de toute une époque ou au moins de tout un siècle, celui-ci ne comprend pas tout à fait quarante années d'histoire: il commence à la bataille de Jemappes (6 novembre 1792), et s'arrête à la proclamation de l'indépendance par le Congrès national (18 novembre 1830). Court espace de temps, sans doute, que ces quarante années, mais combien fertiles en transformations radicales, en bouleversements politiques!

D'abord, la conquête française, suivie de près de vingt-deux ans d'occupation étrangère; puis, après la chute de Napoléon, la réunion forcée de nos provinces à la Hollande pour former l'œuvre européenne du royaume des Pays-Bas. La Révolution de 1830, enfin, aurore de la période d'indépendance, qui rend à la Belgique « son nom, ses droits et son drapeau ». Ces trois régimes politiques constituent les trois grandes divisions du sixième tome.

* * *

Du jour, où la révolution triomphante, obligea le roi Louis XVI à déclarer la guerre à l'Autriche (20 avril 1792), la question de la Belgique se rouvrit pour la France et pour l'Europe. Depuis six siècles, depuis Philippe-Auguste, la France n'avait cessé de tendre à la domination de la Belgique et, à travers son territoire, à l'occupation de cette frontière du Rhin, limite posée par la nature elle-même aux ambitions françaises. La révolution, qui marque la rupture brutale avec les institutions séculaires de la monarchie, ne modifia rien à la politique extérieure de la France. Albert

Sorel l'a admirablement démontré. Ministres girondins, conventionnels, membres du Comité du salut public poursuivaient et réalisaient les buts que les premiers rois capétiens et les grands ministres du XVII^e siècle, les Richelieu et les Mazarin, avaient assigné à leurs efforts. La conquête de la Belgique fut donc le premier objectif des armées révolutionnaires et la série de leurs victoires débuta par celle de Jemappes. Les Belges, mécontents de la restauration autrichienne, qui avait suivi l'échec de la révolution brabançonne, crurent un instant que les Français entraient en Belgique en libérateurs, mais leur illusion fut de courte durée. Sans doute, le vainqueur de Jemappes, Dumouriez, eût volontiers doté les Belges « de cette indépendance qu'ils acclamaient en lui avec tant de naïve confiance », car il espérait appuyer sur la république des Pays-Bas ses projets d'ambition personnelle. Mais les Montagnards qui triomphaient en ce moment à la Convention entendaient tirer parti de la conquête, et, après un simulacre de consultation populaire, réunir le pays à la France. Les lois de la République lui seraient appliquées. Tant pis, pour « les populations qui seraient, « assez abruties » pour refuser les bienfaits de la liberté. Elles seraient traitées en ennemies. »

La bataille de Neerwinden, en mars 1793, mit fin à cette première occupation française et à l'application complète du programme de la Convention.

Ces six mois d'occupation avaient suffi pour déromper et dégoûter les Belges. Dès la première rencontre de la Belgique avec la Révolution, avait surgi « cette question religieuse, qui, jusqu'au bout, à travers les péripéties les plus diverses, ne cessera d'occuper le premier plan ». La bataille de Fleurus (26 juin 1794) rétablit l'occupation française; elle devait durer jusqu'en 1814. Cette fois, ce fut la conquête dans toute sa froide et féroce brutalité. Les décrets de la Convention décident qu'il faut « dépouiller la Belgique de subsistances, de chevaux, de cuirs, de draps..., faire circuler les assignats, enlever tout l'argent possible... et, pour embellir Paris, y envoyer sans retard les œuvres d'art qui font de ce pays, le plus beau de l'univers. »

Quand le pays eut ainsi été dépouillé de tout, un décret du 1^{er} octobre 1795 l'annexa à la France. Ce décret, dit Pirenne, en proclamant deux millions et demi de Belges citoyens français, poussait jusqu'à ses plus extrêmes conséquences le droit de la conquête. A la nationalité des vaincus, il substituait la nationalité des vainqueurs. Il anéantissait un peuple en le fusionnant avec un autre peuple. Autrefois, sous le régime autrichien ou espagnol, les Pays-Bas n'avaient pas cessé de conserver, avec un nom distinct, une autonomie politique. Cette fois, le pays « n'était plus qu'une partie indivisible de la France; son nom même disparaissait. »

Pirenne donne à la conquête française à peu près la même importance que celle qu'avait eue pour nous, à dix-neuf siècles d'intervalle, la conquête romaine. « Toutes deux, dit-il, furent l'œuvre de la guerre, mais toutes deux aussi eurent pour résultat une transformation profonde et durable du pays et du peuple. La Belgique romanisée et civilisée du III^e siècle diffère autant de la Belgique décrite par César, que la Belgique modernisée, centralisée, unifiée et uniformisée de 1814 diffère des Pays-Bas autrichiens et du Pays de Liège, avec leur bigarrure de provinces à demi-souveraines et l'infinie diversité de leurs privilèges, de leurs institutions, de leurs coutumes. Au début de notre ère, comme au commencement du XIX^e siècle, la conquête marqua la physionomie du pays de traits ineffaçables. A travers tout le Moyen Age, les diocèses de la Belgique perpétuèrent les circonscriptions des « cités » romaines, et, de nos jours, il suffit d'un coup d'œil jeté sur la carte du royaume pour y découvrir, sous les provinces, les départements français de l'an IV. »

La conquête française fit donc passer la Belgique, de l'Ancien

Régime au régime nouveau, né de la Révolution. Cette transformation, en partie nécessaire, la Belgique la paya au prix de son indépendance, au prix de nombreuses années de persécution religieuse, au prix surtout de la disparition complète de tous les groupements juridiques, sociaux, professionnels qui, chez nous, avaient de tout temps protégé les individus contre l'emprise de l'Etat. D'une certaine façon, les institutions républicaines n'étaient pas nouvelles pour la Belgique; elles n'étaient autres que les réformes de Joseph II. « Dans l'Etat comme dans l'Eglise, l'œuvre de la Révolution continuait et achevait celle de l'Empereur. Toutes les réformes qu'elle imposait, Joseph avait songé, avant elle, à les introduire... ». Mais, là, où le despotisme éclairé avait échoué, les Droits de l'homme triomphèrent. Dans la Belgique francisée, les Belges eux-mêmes furent traités en étrangers, si pas en parias. Napoléon, pas plus que le Directoire, ne fit appel à eux pour gouverner le pays. A quelques exceptions près, tous les préfets de l'Empire furent français ou italiens. Sous eux, ils connurent l'ordre et la sécurité. Mais la sagesse et la modération de l'administration impériale, pas plus que le réveil du commerce et de l'industrie, ou que l'ouverture de l'Escaut (qui, d'ailleurs, fut sans conséquence pour Anvers, puisque pendant tout l'Empire, l'Escaut resta bloqué par la flotte anglaise) ne rallièrent les Belges à la France. En 1813, ils ne se révoltèrent pas à l'exemple de la Hollande, mais ils ne firent rien pour soutenir l'Empire expirant.

* * *

La chute de Napoléon laissait la Belgique aux mains des armées alliées, à la merci de la diplomatie qui, une fois de plus, allait disposer de son sort. La nation, écrasée par vingt années de despotisme aspirait à l'indépendance ou tout au moins à l'autonomie; mais sous quel chef et sous quelle forme? C'est, ce qu'il est à peu près impossible de discerner, en présence de la pénurie des documents où les Belges d'alors manifestèrent leurs préférences. Quelques nobles et d'anciens serviteurs des Habsbourg auraient salué volontiers une restauration autrichienne elle était redoutée au contraire par tous ceux qui craignaient que le retour des Autrichiens ne fût suivi du rétablissement de l'Ancien Régime.

Dans l'impossibilité de trouver une solution qui ralliât l'unanimité de la nation, la masse du peuple abandonnait son sort à la décision des Alliés. Ceux-ci, d'ailleurs, n'entendaient pas consulter les Belges. Pour servir les desseins de l'Angleterre, et à sa demande, ils décidèrent de réunir les anciennes provinces belges à la Hollande pour constituer, sous le nom de Royaume des Pays-Bas, un Etat assez puissant pour garantir l'Europe d'une nouvelle agression de la France. « La Belgique qui avait été jusqu'alors le champ de bataille de l'Europe, en devenait le camp retranché! ». Selon l'expression d'un diplomate, elle était « la clef de l'Europe », et son roi en serait le portier.

La nouvelle création diplomatique avait pour elle des traditions historiques; elle reconstituait l'ancien Etat bourguignon qui avait eu une existence si brillante sous Charles-Quint. A bien des points de vue, les deux pays appelés à s'unir, se complétaient heureusement: l'un avait une marine et des colonies; l'autre était agricole et industriel. Mais le mariage politique qu'on leur imposait, n'était voulu par aucun des deux conjoints, pas plus par les Hollandais que par les Belges. « Le roi est le seul Hollandais, disait-on, à vouloir la réunion ». Si encore, les Alliés s'étaient contentés d'unir la Belgique à la Hollande sous l'autorité d'un même souverain, tout en laissant à chacun des deux pays une administration distincte, peut-être ce système, en diminuant les chances de conflit, aurait-il eu une existence plus paisible et plus durable. Mais la séparation administrative eût affaibli la barrière que les Alliés entendaient constituer au nord de la

France. Pour la défendre, il fallait l'union intime des Belges et des Hollandais et c'est pourquoi, selon l'expression des traités, on exigeait « l'amalgame » des deux nations. C'est pour avoir tenté de l'opérer que surgit entre Guillaume et ses nouveaux sujets un irrémédiable malentendu. L'amalgame était impossible et toute l'histoire du royaume des Pays-Bas en est la lamentable et convaincante démonstration.

Pirenne a mis admirablement en lumière cette impossibilité et les pages qu'il consacre au royaume des Pays-Bas constituent la partie la plus intéressante et, à tout prendre, la plus neuve de son dernier volume.

Dans son exposé, pas une seule ligne ne rappelle les anciennes rancunes, la haine même, qui, il y a près d'un siècle, dressa les uns contre les autres des voisins faits pour s'entendre quand ils restent chez eux, mais qu'avaient exaspéré alors les froissements journaliers d'une intimité forcée. Bien plus, à l'encontre de la plupart des premiers historiens de la révolution, Pirenne se refuse à incriminer le roi Guillaume et à le rendre seul responsable de l'inimitié des Belges. Déjà, dans ces dernières années, on avait rendu hommage, à ses qualités de financier et d'homme d'affaires. Pirenne loue la hauteur de ses vues, et même la sincérité de son impartialité entre ses sujets. « Rien n'est plus digne de respect, écrit-il, que ses intentions, et s'il a certainement une grande part de responsabilité dans la catastrophe où finalement il sombra, du moins faut-il lui rendre cette justice que cette responsabilité fut involontaire, ou, si l'on veut, inconsciente. Avec plus de génie, plus de souplesse ou plus d'énergie, eût-il pu d'ailleurs accomplir l'œuvre dont il était chargé? Elle dépassait semble-t-il, les forces humaines... ». Les Belges ne purent croire à l'impartialité d'un roi hollandais, pas plus que les catholiques ne purent admettre la sincérité de sa tolérance. Dès le début de son règne, il entre en conflit avec l'Eglise, avec le clergé qu'il eût dû se concilier à tout prix. « Ce fut là, remarque Pirenne, sa faute initiale mais, il faut reconnaître, aussi que ce conflit était inévitable. Il était la conséquence nécessaire de l'amalgame de deux peuples de confessions différentes. Fatalement, le roi des Pays-Bas devait gouverner contre l'Eglise de Belgique » (1).

Chanoine FL. DE LANNOY,
Professeur d'histoire
à la Faculté de philosophie et lettres
de l'Institut Saint-Louis de Bruxelles.

La presse catholique dans le monde

Il n'existe nulle part, que je sache, sur la situation de la presse catholique dans le monde entier des données statistiques adéquates.

Aussi n'est-ce pas un aperçu statistique que je me propose de donner dans les lignes qui suivent. Je ne donnerai que des impressions générales sur la situation de la presse catholique dans les principaux pays du globe, impressions recueillies en prenant contact avec les centres de presse les plus divers.

Ce qui vous frappe tout d'abord, c'est la façon très différente dont les catholiques des différents pays comprennent l'importance de la presse et les devoirs qui leur incombent en ce domaine.

(1) La fin de cette étude paraîtra dans notre prochain numéro.

Dans la plupart des pays européens civilisés où les catholiques sont en nombre notable, la presse catholique fait preuve de beaucoup d'activité. L'Allemagne, la Hollande, la Belgique, la France marchent en tête. Il est vrai que dans ces pays, la presse catholique n'a pas toujours l'importance et l'influence des organes hostiles ou indifférents à la religion; cela tient en partie à ce que les libéraux sont mieux outillés financièrement parlant. D'ailleurs, même dans ces pays catholiques, il y a pas mal de catholiques qui ignorent leurs devoirs envers la presse; il y a pas mal de *leaders* catholiques qui ne se rendent pas compte de ces devoirs avec une netteté suffisante, qui ne savent pas non plus les inculquer au peuple.

Il existe en outre des pays où la presse catholique est encore tout à fait à l'état embryonnaire. Dans bien des cas, la faute en est moins aux catholiques eux-mêmes qu'aux circonstances. C'est ainsi qu'il y a dix ans, l'Italie possédait encore plus d'un journal catholique florissant. Aujourd'hui, par suite de la situation politique très spéciale existant en Italie, ces quotidiens ont dû ou disparaître ou changer de couleur. Ceci tient, pour une bonne part, au caractère méridional, à un certain optimisme étranger aux soucis. Il paraîtra presque incroyable à un catholique d'Europe centrale que Naples (près de 1,000,000 de catholiques), que Palerme (500,000), que toute l'Italie méridionale au sud de Rome en général, ne possèdent ni un quotidien catholique, ni une publication hebdomadaire, ni une revue mensuelle.

À part quelques bulletins paroissiaux ou de ligues diverses, de proportions ultra-modestes, il n'y a rien, absolument rien. Il est vrai que la presse italienne, y compris celle qui est indifférente en matière de religion ou semi-libérale, tient un langage bien plus convenable que les feuilles juives d'Europe centrale. Les intérêts des catholiques n'en restent pas moins sérieusement lésés, puisque ceux-ci ne possèdent ainsi aucun organe leur permettant de parler à l'opinion. Une bonne partie du clergé pense, il est vrai, trouver dans le sermon une arme suffisante pour rester en contact avec les fidèles et les éclairer. Mais le nombre de ceux qui assistent aux sermons décroît de plus en plus.

* * *

Il y a peu de temps encore, c'est à peine si l'Espagne possédait une presse catholique digne de ce nom. Aujourd'hui, il en est autrement. Il convient de citer en première ligne le journal *El Debate* qui lutte avec entrain et victorieusement contre l'incroyance et l'immoralité. Il est dirigé par un « apôtre laïque » au sens littéral du mot, qui est resté célibataire et a renoncé à la prêtrise pour pouvoir consacrer toutes ses forces à l'apostolat de la presse.

Au Portugal, après une longue période de torpeur, le renouveau de la vie religieuse a insufflé à la presse catholique un zèle nouveau.

Dans les grandes républiques de l'Amérique latine, c'est à peine si le premier pas a été fait pour créer une presse catholique de quelque importance. Tel est en particulier le cas du Brésil qui compte près de 40 millions d'habitants. Les tâches d'une urgence toute particulière qui s'imposent dans ce pays à ceux qui y ont charge d'âmes au sens propre du mot y ont entièrement absorbé toute l'attention du clergé déjà peu nombreux. Il est curieux que dans les colonies allemandes du Brésil, on trouve une presse catholique relativement bien plus développée que les organes proprement brésiliens publiés en portugais. Cela fait certainement honneur à ces colons et à leur sens pratique. En revanche, la presse libérale s'épanouit dans tous les pays de ce jeune continent : fait d'autant plus inquiétant qu'il n'existe peut être pas de partie du

globe ayant un avenir aussi plein d'espérances et de promesses que l'Amérique du Sud. Ses richesses naturelles, encore très peu exploitées aujourd'hui, sont immenses et surpassent même celles de la partie septentrionale de l'hémisphère occidental. L'Amérique du Sud, voilà l'espoir du catholicisme, le seul continent purement catholique dans le monde entier.

Dans certains des Etats qui en font partie (Brésil, Colombie, Pérou), les gouvernements sont aujourd'hui nettement catholiques; dans les autres, exception faite de l'Equateur, du Mexique et du Guatemala (Amérique centrale) ils sont en somme bien disposés pour l'Eglise.

Il n'en est que plus regrettable que les catholiques de ces pays ne se soient pas rendus entièrement compte de l'importance de la presse, qu'ils ne cherchent pas à assurer l'avenir de ce qui a déjà été réalisé.

* * *

Ce qui frappe encore l'observateur qui passe en revue la presse catholique mondiale, c'est la très grande disparité de cette presse chez différents peuples.

D'une façon générale, cette diversité pourrait être concrétisée dans la formule suivante : sur le continent européen, c'est la presse politique qui domine; dans le monde anglo-saxon, c'est au contraire la presse hebdomadaire apolitique.

En outre, il semble que dans les pays les plus cultivés, on en ait assez des quotidiens et qu'il y ait là une tendance à revenir aux revues.

Pour une bonne part, nos journaux catholiques du continent sont des quotidiens politiques. Comme distribution des matières, comme composition, comme contenu ils sont pareils aux feuilles purement profanes, à cette différence près qu'ils cherchent à défendre le point de vue catholique. Ils veulent que les catholiques puissent se passer des feuilles libérales; aussi donnent-ils à leurs lecteurs tout ce que ces dernières offrent aux leurs, mais dans un esprit catholique. Tout au moins évitent-ils avec soin tout ce qui est anti-catholique. Ces journaux publient d'abondants articles politiques et économiques pour instruire leurs lecteurs sous l'un et l'autre rapports et les tenir au courant des événements. D'autre part, les organes catholiques anglo-saxons ne s'occupent de questions politiques que fort rarement et seulement dans les cas où le catholicisme est directement affecté. D'autres fait s'occupe la vie publique ayant trait aux domaines économique, littéraire et social sont aussi entièrement passés sous silence par ces publications, à moins d'être en rapport étroit avec quelque question catholique.

C'est en vain que vous y chercheriez des comptes rendus d'affaires scandaleuses, de suicides ou de débats judiciaires. En revanche, elles publient sur les événements intéressant les catholiques, des comptes rendus étonnamment documentés et pleins de talent. On s'imaginerait presque qu'en faire de pareils à distance est une impossibilité. Certaines de ces publications hebdomadaires sont de dimensions fort respectables; et c'est ainsi que le *Universe* de Londres (80,000 lecteurs), les *Catholic News* de New-York ou le *Catholic World* de Chicago offrent à leurs lecteurs trois fois plus de matières qu'un quotidien allemand. Ces feuilles relatent en détail tout ce qui se passe d'important dans le monde catholique, tout particulièrement dans leur propre pays ou dans leur propre province ecclésiastique. Elles s'occupent de toutes les questions culturelles de quelque importance : école, science, littérature, art, théâtre, cinéma, sport, mais toujours d'un point de vue nettement catholique. Leur service de renseignements est si excellentement organisé que, par exemple, à Rome, c'est souvent par les journaux anglais et américains qu'on est le mieux renseigné

sur les événements de Rome même, avec quelque retard, il est vrai, vu les grandes distances.

* * *

La presse catholique de cette espèce-là a son bon et son mauvais côté

Bon côté : par là la pensée catholique, les comptes rendus catholiques prennent corps dans une bien plus grande mesure, la conscience catholique reçoit bien plus d'aliments, il est puissamment aidé au maintien d'un contact spirituel avec le monde catholique tout entier.

Mauvais côté : tout l'élément profane étant éliminé de ces organes, les catholiques se voient obligés de recourir pour ces sortes d'événements aux feuilles libérales, et de s'y alimenter. S'il y avait chez les catholiques anglais et américains des quotidiens dans notre sens du mot, ils ne se verraient pas obligés de lire, outre leurs feuilles catholiques hebdomadaires, des organes hostiles ou indifférents. La question d'une presse catholique quotidienne est constamment discutée en Amérique. Mais la majorité paraît y avoir renoncé jugeant la réalisation d'un pareil projet à peu près impossible.

La presse quotidienne d'Amérique est « commercialisée » à un degré inouï, sa technique est développée de façon extraordinaire; aussi les catholiques ne seraient apparemment pas à même de lui faire concurrence. Comme ni en Angleterre, ni en Amérique les catholiques ne jouent (ou ne veulent jouer) dans la vie politique un rôle de quelque importance, il leur manque le principal stimulant de nature à les pousser à fonder des quotidiens politiques. Tout le monde catholique anglo-saxon ne possède à l'heure actuelle qu'un seul quotidien paraissant à Dubuque (Iowa), une petite ville provinciale des Etats-Unis.

Il est vrai qu'il ne serait guère facile, après tout, de décider quelle est l'espèce de presse apte à apporter aux catholiques les plus grands avantages : celle qui domine sur le continent européen ou l'anglo-saxonne. L'idéal consisterait à les amalgamer toutes les deux, à avoir une presse quotidienne rendant superflue la lecture d'organes d'une orientation différente, mais qui en même temps regarderait comme le principal et le plus important de ses buts de décrire les événements et de discuter les questions à un point de vue catholique.

A côté du journal, et à mesure que la partie catholique de la population fait des progrès dans l'instruction générale, la revue acquiert partout une plus grande importance. Si l'ouvrier lit son journal, l'intellectuel le parcourt; ce dernier veut-il véritablement lire, il prend un livre ou une revue.

Les directeurs de journaux ont remarqué eux-mêmes cette tendance et tiennent compte chez leurs lecteurs d'aspirations d'un ordre plus élevé en ajoutant à leurs journaux des suppléments « culturels » et scientifiques, ce qui transforme quelque peu ces journaux en revues.

Celles-ci n'en conservent pas moins leur supériorité du point de vue de la direction générale et des collaborations. Du point de vue catholique, et « culturel » en général on ne saurait qu'approuver ce changement : lecture calme et raisonnée des revues au lieu de quotidiens parcourus superficiellement et à la hâte. D'autre part, il faut bien admettre que les revues ne peuvent encore s'adresser qu'à l'élite intellectuelle de la population catholique.

ADALBERT BANGHA, S. J.

Rome-Budapest
Traduit de l'allemand)

Le Rêve éveillé⁽¹⁾

Le dernier livre de Léon Daudet, qui s'intitule en sous-titre « Etude sur la profondeur de l'esprit », est d'une portée singulière. C'est, en effet, toute la psychologie — et bien d'autres choses avec — qui y est traitée.

En voici la thèse. Pour Léon Daudet, il est certain que nous rêvons éveillés, le rêve nocturne n'étant même que « la survivance du rêve éveillé pendant le sommeil ». « Le rêve doit être considéré, selon nous, comme un passage continu, à l'horizon mental, de lambeaux de souvenirs, d'images de toute sorte, elles-mêmes fragments de personnes héréditaires, d'éléments disparates et innombrables du moi; et aussi de prémonitions, d'avertissements et d'intersignes d'une réalité indiscutable, dont le mécanisme nous est totalement inconnu » (2). Il ne faut pas le confondre avec l'imagination. « Le rêve éveillé est, chez l'homme, la matière de l'imagination, le réservoir où puise constamment (et, à l'état normal, librement) l'imagination. Mais il ne saurait être confondu avec elle. »

C'est la mémoire individuelle et la mémoire héréditaire qui le peuplent et en font la trame. Quand l'activité psychologique est normale, le jugement y puise les éléments concrets de sa réflexion et de sa méditation; il domine et gouverne « le torrent du rêve éveillé ». Chez le déséquilibré, le rêve éveillé obscurcit et surmonte le jugement. Le déséquilibre peut revêtir plusieurs formes : l'obsession ou l'idée fixe, la préoccupation morbide de la mort, le triomphe de l'instinct, de l'instinct génésique, entre autres, l'envahisse-

(1) Grasset 1926.

(2) On sait que le dernier roman de DAUDET, *Un Jour d'orage* — primitivement intitulé *Nostradamus* — puise toute son inspiration dans l'affirmation renfermée dans cette dernière remarque. C'est l'histoire d'un mage chrétien doué d'un extraordinaire pouvoir de double vue et de quelques autres capacités préternaturelles. Ainsi, sous ses yeux, les âmes des morts se meuvent, matérialisées. Il est, du reste, très bien avec son curé.

Peu de temps après avoir lu ce roman, j'ai rencontré des « remarques », de Max Jacob, intitulées *La Clef des Songes*, etc. en « réponse à l'enquête sur Dieu », menée par *Philosophes* (janvier et mars 1925), où l'auteur de *La Défense de Tartuffe* — un converti, comme on sait — affirme, lui aussi, que les visions sont beaucoup plus communes qu'on ne l'imagine (« il suffit de parler de visions à nos contemporains pour recevoir des confidences émuvoantes ») et où il entend nous donner toutes sortes de précisions sur nos visions et sur nos rêves, non seulement sur ceux que nous faisons comme « rêveurs endormis », mais aussi sur ceux qui nous visitent comme « rêveurs éveillés. » (Remarque l'expression.) Ces derniers rejoignent tout à fait « le rêve éveillé » de Daudet : « Le rêve éveillé... voit les clichés du Ciel des Images comme un ruban qui se déroule sans fin entre ses tempes. Ce ruban interminable est même gênant, importun; on ne peut s'en débarrasser : c'est un défilé obligatoire. Une preuve qu'il s'agit bien ici de clichés avec lesquels on est en communication, et non des fantaisies de l'imagination : c'est que des gens soumis aux mêmes circonstances, aux mêmes influences voient sans s'être concertés les mêmes formes prophétiques. » (D'ailleurs, l'auteur ajoute qu'il n'est pas facile de les interpréter.) La similitude des expressions est frappante : « ruban qui se déroule, défilé obligatoire », dit Max Jacob; « torrent du rêve éveillé, passage continu », dit Léon Daudet.

Ces affirmations, venant de deux hommes si différents, arrêtent. Certes, ils sont l'un et l'autre, de grands imaginatifs. Max Jacob l'est au point de construire le poème en prose tout entier sur l'image comme telle — tout sens logique exclu. (Cf. *Le Cornet à dés*). Mais ils sont aussi très intelligents. Et ils ont beaucoup vécu, et des vies peu communes. Et, enfin, ils sont sincèrement catholiques et préoccupés d'une vie religieuse supérieure. L'épaisseur rationaliste est certainement absente d'eux; leur sagesse ne trébuchera pas de ce côté. Mais l'effervescence poétique — mère des fictions — est loin, elle, de l'être! Pour tout dire, leur qualité d'artistes les rendra suspects « à plusieurs ».

Pour moi, je me penche sur de pareils textes avec une attention qui n'est pas exempte d'irritation intellectuelle. Il y a plus d'un demeure dans la Maison du Père commun : mais dans quel ciel logent ceux-ci? Leurs points de contact avec l'occultisme — explicitement indiqués et, chose étrange, avec beaucoup de considération, par Max Jacob — me déroutent, pour ne pas dire qu'ils m'inquiètent.

Il faut penser au renouveau des études mystiques et à tout ce qui, dans l'Eglise, prépare actuellement une floraison de la vie mystique vécue, concomitante à d'étonnantes inquiétudes de l'Invisible, qui se font jour de plus en plus dans le monde des incroyants. Ceci contemporain, ne l'oublions pas, d'un Keyserling (« Vous connaissez l'idée chrétienne du Logos incarné. C'est ce que je suis, jusqu'à un certain point, devenu moi-même »), d'une Annie Besant et de son « Instruteur mondial » — prétendue incarnation divine, rien de moins! — du spiritisme et de l'ectoplasme. Alors, je murmure : — Attention... S'il y a quelque chose à apprendre, à scruter, il y a aussi quelque chose à compromettre. Et il y a toujours des âmes à dévoyer. N'empêchons pas sur les théologiens.

ment maladif de la douleur, de la pitié ou de la peur, trois états qui ne se confondent pas avec le rêve éveillé mais qui y confinent.

Dans l'homme sain, à l'état de vigilance et aussi de stagnation qu'est le rêve éveillé, se superpose l'état méditatif, qui concentre et condense tous les éléments du rêve éveillé autour d'une recherche ou d'une préoccupation centrale. Il se produit une « transmutation des instincts majeurs en sentiments, puis en idées, qui spiritualise la pitié, la douleur, l'angoisse et la crainte; tout ce mouvement giratoire de la pensée est entraîné vers la mystique. » Car, à la méditation métaphysique, se superpose, au sommet, la méditation « mystique » — c'est-à-dire religieuse — ayant pour objet la Réalité invisible.

La méthode d'investigation du rêve éveillé, dont use l'auteur, c'est « l'introspection directe et le bon sens ».

Sa position est aussi hostile que possible à tous ceux qui veulent réduire l'esprit humain au subconscient, désagréger la personne humaine, écraser la conscience, l'intelligence et la volonté sous les avalanches de l'instinct et, particulièrement, comme Freud et ses disciples, de l'instinct sexuel.

D'autre part, il se retourne vers les rationalistes pour leur montrer la profondeur complexe de l'esprit, ses communications intimes avec les forces animales et, au-delà d'elles, avec la terre et les morts, qui ont déposé en nous leur innombrable testament de vie. Pas de matérialisme mais pas d'angélisme non plus! Léon Daudet fait une large part, dans la psychologie humaine, à l'action du milieu et de l'hérédité. C'est un des points qu'il creuse le plus et avec le plus de bonheur.

* * *

Sauf sur la question du « rêve humain », où Léon Daudet prétend innover absolument et où, selon lui, « la totalité des auteurs » ont erré, on voit que, dans les grandes lignes, sa psychologie se confond avec la psychologie traditionnelle chrétienne (1). Ni ange, ni bête, et la chair lutte contre l'esprit. Ce qu'il importe donc, que nous examinons, c'est la question du rêve et, particulièrement, du rêve éveillé.

Malheureusement, on n'a pas lu la moitié de l'ouvrage que « le rêve éveillé » apparaît comme un vocabulaire passe-partout. Il est tour à tour le rêve, la songerie, l'instinct, la souffrance, la peur, l'illusion, la vanité, la colère — en un mot, la passion — le verbalisme et toutes les affections de la parole, la racine du langage, le sentiment et même l'idée : après avoir absorbé l'inconscient, cette expression conquérante envahit tout le domaine du conscient.

Je vois bien que Léon Daudet a en vue un grand dessein : il voudrait établir l'harmonie totale de l'être humain, l'agrandissement et l'élévation successive des cercles jusqu'à la cime de l'âme jointe à Dieu. Seulement, ce n'est pas « le rêve éveillé » — pure conjecture — qui peut assurer l'unité psychique de l'homme. Et, dans cette perpétuelle extension, (fort fatigante pour l'esprit déconcerté qui s'en tenait au sens initial, jusqu'au moment où il se rend compte du caractère protéiforme de la notion), que devient le *fait* du rêve éveillé? Il est évident qu'il s'y noie (2).

* * *

Le « rêve éveillé » de Daudet a une tonique, un noyau central : c'est la peur de la mort, qu'il oppose à la *libido* de Freud (avec

(1) Je dis dans les grandes lignes, et cependant, que d'affirmations qui s'en écartent! Une des plus graves est celle qui vise « la transformation progressive du rêve humain en éléments de méditation, puis en méditation proprement dite et de plus en plus élevée. » (p. 267). C'est établir une sorte de monisme psychologique, dont le rêve serait le substrat (et on a vu que c'est la double mémoire individuelle et héréditaire qui en fait la trame); c'est donc, d'une part, bouleverser la hiérarchie des facultés, supprimer le primat de l'intelligence, et, de l'autre, enfermer l'homme en lui-même, faire de l'anthropocentrisme à la manière de Descartes (ô surprise!), car l'intelligence s'exerce, quand elle médite, sur les éléments fournis par la mémoire, sans doute, mais aussi sur le monde extérieur et sur Dieu, et cette dernière méditation est, philosophiquement parlant, de beaucoup la plus importante et la plus sûre.

Je ne crois pas, cependant, qu'il faille accuser M. Daudet de si grands crimes, puisque tout son clan actuel va, au contraire, contre la philosophie du subconscient et contre l'idéalisme cartésien. C'est plutôt l'expression qui est coupable, et aussi, sans doute, la pétulance de l'amour que M. Daudet porte au « rêve éveillé », dans lequel il finit, comme je le ferai voir tout à l'heure, par tout absorber.

(2) Et pourtant, l'ouvrage n'existe que pour affirmer ce fait, que « la totalité des auteurs » auraient méconnu. D'autre part, M. Daudet est très affirmatif dans ses propositions, sauf dans le bref correctif de sa conclusion,

qui, par ailleurs, il a des points de contact importants, par exemple, dans l'introspection — d'observation ou de cure — psychanalytique, voir p. 51). Cette peur serait à la base de toutes nos pensées, de tous nos sentiments : « Un fil relie cette dérive de figures... ce fil est le problème immuable de la cessation possible de la vie, des conditions dans lesquelles elle s'opérera, de la survie et de sa probabilité. » Précisant, Daudet affirme que « pendant l'enfance et la jeunesse, l'être humain est sourdement, involontairement préoccupé de l'éventualité de sa propre disparition. Pendant l'âge adulte, c'est la certitude de la mort qui le préoccupe. Pendant la vieillesse, c'en est la proximité. »

Insistant sur le cas de l'enfant, il prétend qu'« éveillé comme endormi, l'enfant rêve ceci : « Je suis menacé et je me sauve ».

Quant à moi, je le nie, sauf pour un petit nombre de cas. S'il y a une chose difficile, au contraire, à faire entrer dans une tête de petit enfant, c'est justement l'idée et le sentiment de la mort. C'est bien simple : L'enfant ne trouve que la vie en lui, rien qui lui parle d'extinction ou de destruction de ce flux vital qui jaillit d'un jet si dru dans son être, qui est son être (1).

Et quand le concept et l'impression de la mort sont entrés en lui, cette hantise et cette position mentale de fuite que lui prête Daudet sont loin de le dominer, surtout à ce point. L'insouciance de la mort est particulièrement frappante chez les petits chrétiens nourris de l'Eucharistie : elle ne leur apparaît — métaphysiquement — que comme un accident, ce qu'elle est. J'ai vu des enfants baisser paisiblement leur grand-mère morte, leur tante morte. J'en ai entendus se réjouir d'avance, par amour, de la mort de leur mère, « qui sera alors près du petit Jésus » et, souvent, de leur propre mort, pour la même raison. Vers sept ou huit ans, la crainte du contact de la mort, l'émotion grave, au moins, apparaît, mais elle ne devient pas une obsession, si l'on y veille, ce qui est le cas dans les milieux où la Croix occupe la place royale. S'il y a un endroit où les terreurs de la mort assaillent le plus facilement l'enfant, c'est dans l'obscurité de la nuit. Or des enfants de tout âge sagement stylés se couchent sans lumière et restent seuls dans le noir sans la moindre difficulté. Quant à l'adolescent, faites l'expérience, si vous le pouvez, sur une assemblée de jeunes gens (surtout, ici, s'ils vivent en dehors de la pratique chrétienne et de la considération habituelle des fins dernières de l'homme) : parlez leur de la mort, de leur mort; cela leur fera l'effet d'une très désagréable indiscretion, d'une sorte d'indécence; vous sentirez s'approfondir sous votre parole, le silence si caractéristique que les orateurs et les professeurs qui sont capables de le produire connaissent

qui n'exclut d'ailleurs pas la contradiction, car il commence par se défendre d'avoir voulu faire « un exposé, même succinct, de ce que nous appellerons les états profonds de l'esprit » et, deux paragraphes plus loin, il déclare que son travail « a la valeur d'un simple exposé... synthétique et non plus seulement analytique ». Signe de la hâte : tout l'ouvrage semble ainsi bousculé d'un bout à l'autre (c'est à ce point que la table des chapitres en est absente, ce qui est très gênant pour les recherches). Cette hâte jure avec l'abondant appareil scientifique — verbal surtout, il est vrai — dont l'auteur a entouré son exposé. A ce propos, ce n'est pas sans une certaine stupeur que l'on voit l'amusant contempteur de la localisation de Broca localiser à son tour la mémoire et le mécanisme de l'intuition — décrit avec précision! — dans le cervelet : « Les expériences, jusqu'à présent sommaires, effectuées sur le cervelet, montrent en lui un régulateur, manifestement mémorique (mais d'une mémoire congénitale), de la station verticale, des mouvements circulaires et, en général, de toutes les composantes spéciales, et donc musculaires de notre esprit (?). Placé entre le cerveau et le bulbe, comme un lac de déversement entre un fleuve (le bulbe) et un océan (le cerveau), il semble anatomiquement, et aussi figurativement (?) destiné à transmettre les images passées qui le parcourent (venues des parents et des ancêtres) aux images actuelles de la personne vivante. Ces dernières se trouveront ainsi tantôt renforcées, tantôt freinées et estompées, sinon interférées, par des reminiscences congénitales de même catégorie, ou de catégorie voisine.

C'est dire que nous admettons, dans le rêve éveillé, tout un syndrome héréditaire, issu de la mémoire du même nom. L'intuition résulte, selon nous, d'une rencontre d'un confluent, de ce syndrome et de la sensation présente, d'une impression à la puissance deux, condensant l'observation, ou l'expérience, de deux ou de plusieurs générations... (p. 66-67 et suiv.). Voilà bien, si je ne m'abuse, l'hypothèse scientifique dans ce qu'elle a de plus pur. Il y a, évidemment, chez Léon Daudet un médecin inconsolé, et c'est assez drôle!

(1) Les parents d'un petit garçon de ma connaissance, répondant à de multiples questions, qui toutes se ramenaient à celles-ci : — Mais qu'est-ce que la Mort? avaient fini par faire comprendre à leur petit bonhomme de quoi il s'agissait. Alors, lui, avec un sourire glorieux, illuminant une figure un moment assombrie : « Eh bien! moi..., je ne me fais pas mourir! » (sic).

Voyez Guy de Fontgalland, écolier parisien mort l'année dernière en odeur de sainteté, grimper à dix ans sur le lit où son grand père vient de mourir et caresser les cheveux et la moustache de celui-ci. (*Une âme d'enfant*, p. 52, Bonne Presse, Paris).

bien. Certains, même, baisseront la tête et pâliront. Qu'est-ce que cela prouve, sinon qu'ils ne pensent pas habituellement à la mort et que son idée, rendue saisissante, les heurte jusqu'à l'effroi? Pour tout dire, la constance d'une telle préoccupation, quand elle se rencontre, m'apparaît comme morbide chez l'enfant et chez l'adolescent. Le fait d'exister envire l'un et l'autre, prodige si tranquillement accepté, qu'il masque dans l'esprit neuf la perception du néant essentiel et de la mortalité, d'ailleurs transitoire. *Vita mulatur, non tollitur*. Et dans l'homme et le vieillard mêmes, je pense que les prédicateurs auraient la tâche grandement facilitée si Daudet disait juste. C'est l'observation banale que l'homme vit communément comme s'il ne devait pas mourir, même sous le coup d'un danger mortel constant, comme on l'a pu voir, à l'évidence, au front. La thèse me paraît forcée, presque autant que la thèse freudienne, qu'elle veut renverser.

* * *

C'est un peu la caractéristique de tout le livre, d'être forcé. Je me suis senti l'esprit à peu près constamment violenté en le lisant.

Rarement, nous voyons les autres tels qu'ils sont; nous les déformons en projetant sur eux nos propres défauts et nos propres qualités, ou encore nos répugnances et nos désirs. Daudet appartient à une famille d'esprits — les intuitifs imaginatifs — où cette déformation est presque normale. Un écrivain de cette espèce très doué — et Dieu sait si c'est le cas pour lui — réussit à merveille le type, ou la caricature satirique du particulier, laquelle peut, d'ailleurs, illustrer une profonde observation vraie; rarement, il réussira le portrait, le portrait fidèle. Cette sorte de génies — Saint-Simon, V. Hugo, Léon Bloy — relèvent de l'épique, non de l'histoire.

A cet égard, ce *Rêve éveillé* contient d'étonnantes méprises. Par exemple, j'y vois exalter Goethe et rabaisser Pascal : Goethe comme étant « un penseur, un vivant qui domine avec Mistral le XIX^e siècle de toute sa hauteur » (1), Pascal comme « victime de la divulgation du rare et du profond » (2). Cette assimilation de Goethe à Mistral et, plus loin, à Hello surtout, est inadmissible. « Purgation des instincts »? Sous l'action de quels principes et au profit de quel idéal! Il y a une paix qui est maudite. Certes, j'ai trop fréquenté Goethe pour ignorer et méconnaître la part de grand sens qu'il renferme; mais je sais aussi quel est son centre et où il prend son animation : dans une aversion profonde du principe catholique. Goethe, c'est peut-être le plus grand pontife de ce que Remy de Gourmont a dénommé « le paganisme éternel ». Sa sérénité rejette la Croix et l'Homme des douleurs qui agonise dessus et qui est notre Dieu et Notre-Seigneur. Et cela me défend d'assimiler sa « méditation » à celle de l'authentique penseur catholique qui a écrit *L'Homme*.

« Pascal, dit Daudet, a écrit des pages magnifiques sur la lutte de l'ange et de la bête. Mais il ne s'agit pas ici de l'ange, pour lequel vaincre la bête est une habitude, et même une nature. Il s'agit de l'homme, situé à égale distance de l'ange et de la bête, et s'en tirant comme il peut. Le problème est moins antithétique, moins contrasté et plus nuancé que celui posé par Pascal. » Mais Pascal n'a jamais dit cela, n'a jamais posé un tel problème, proprement impossible dans le sens où l'entend Daudet (la lutte de l'ange et de la bête dans l'homme)! « L'homme n'est ni ange ni bête, dit au contraire Pascal, et le malheur veut que qui veut faire (faire!) l'ange fait la bête. » On reste un peu interloqué devant ce que devient, avec Daudet, ce condensé de bon sens.

* * *

La valeur de l'ouvrage — qui fait beaucoup penser, et c'est son grand mérite — est dans la présentation vivante et franche du

(1) Quelle confusion de littérateur! Parlez-nous plutôt de Pie IX ou du Curé d'Ars, si vous parlez du siècle, du « stupide XIX^e siècle » (et non de la littérature)! Ici, chez Daudet, l'artiste joue un tour au penseur.

(2) On souffre de voir Daudet, dans un livre aussi aventureux, où il s'efforce de découvrir « après la totalité des auteurs » la véritable « profondeur de l'esprit », traiter avec une sorte de commisération le génial et saint auteur des *Pensées*, si réellement profond et si souvent rare, en effet, mais à la manière dont peut l'être le génie, en avant des autres hommes. Le Père Clérissac a reproché à Pascal « sa démonstration repliée, dramatique, préoccupée de l'individu et du sujet » : mais c'est tout autre chose. Pascal, écrivain de « l'âge réflexe », n'était ni un décadent ni un penseur allemand.

collier; comme toujours, chez Daudet, de nombreuses données traditionnelles, avec quelques coups de sonde très personnels et dont certains réellement remarquables. Sans aucun conventionalisme, Léon Daudet trouve le moyen d'y inclure toute une apologétique éparpillée. Sa langue, forte, rapide, préhensive et originale — je lui reprocherai pourtant quelques tics — rencontre souvent l'expression vive, parfaite comme telle, comme quand il appelle Anatole France et Renan « des papillons gavés de poussière ».

Léopold LEVAUX.

Août 1926.

Plantes sauvages

Le cher et toujours regretté Georges Rodenbach, qui fut surtout un littérateur mondain, voire quelque peu artificiel, avait des goûts fort discutables au sujet des fleurs. Je me rappelle encore la pénible impression que me fit la première lecture d'un idylle, d'ailleurs fort joliment tournée, du poète — idylle qui commence par ces strophes plutôt inattendues :

Je n'aime pas les fleurs des champs,
Les fleurs des champs, ces paysannes,
Qui promènent, sur les penchants
Des talus verts, leurs caravanes.

Les marguerites, on dirait
Qu'elles ont des jaquettes blanches,
Et le moindre insecte indiscret
Les déshabille sous les branches.

Les bluets ont des sarraus bleus
Et, dans le blé vibrant qui bouge,
Les grands coquelicots frileux
Ont sur la tête un foulard rouge.

Le parfum c'est l'esprit des fleurs,
Mais les rustaides n'en ont guère,
Et, malgré toutes leurs couleurs,
C'est un peuple de fleurs vulgaires...

Pauvre Rodenbach! S'il les avait un peu plus connues et aimées, les fleurs qu'il appelait vulgaires, peut-être celles-ci nous auraient-elles gardé, en le retenant auprès d'elles, au sein des campagnes vivifiantes, le trop délicat écrivain qui s'en alla mourir, à quarante ans, dans l'atmosphère enfiévrée de Paris.

* * *

Pour qui les sait apprécier, la plupart des humbles corolles de plaine et des bois, de la montagne et de la vallée, des murailles, des rochers ou des berges, ont des charmes particuliers que ne pourrait offrir la plus somptueuse orchidée. Celles-là n'ont sans doute ni état-civil solennel, ni dénominations grandiloquentes, ou du moins, si des savants barbares, sous prétexte de les classer, les ont insultées en grec ou en latin, restent-elles connues du peuple qui les aime sous les seuls vocables familiers que leur donneraient et leur légèrèrent traditionnellement l'observation, la reconnaissance, l'admiration ou la poésie des hommes.

Quoi de plus suggestif, de plus harmonieux ou de plus imagé, en effet, que les locutions par lesquelles la foule résume et caractérise, selon sa conception parfois adéquate et toujours pittoresque, la physiologie de la flore rustique!

Telle est exquise pour sa signification, comme, par exemple, celle qui a été donnée au myosotis : « Ne m'oubliez pas », et qui fait de cette fleur, chez nous et ailleurs, le symbole du souvenir fidèle. Telles autres sont délicieuses de grâce et d'ingénuité, témoin cette « Colletterie de la Vierge », sous laquelle se cache la stellaire, cette « Pantoufle de Notre-Dame », qui désigne le muflier, ce « Bâton-de-Jacob », cette « Cloche d'hiver » et cette « Herbe-de-Saint-Jacques », qui synonymisent respectivement l'asphodèle jaune, le perce-neige et le seneçon.

Tous ces noms, par leur simplicité et leur joliesse, s'harmonisent à merveille avec les sujets auxquels ils s'appliquent; comme eux, ils semblent souriants ou mélancoliques, éclatants ou discrets, vigoureux ou délicats; notre intelligence n'a aucun effort à faire pour les comprendre, et c'est pourquoi elle s'y attache tout de suite et les retient pour toujours.

* * *

Voici la primevère, hâtive messagère du renouveau; la pâquerette, qui annonce les premières communiantes; la coquelourde, au calice enflé; la veilleuse, allumant, dans les prés humides, sa petite flamme bleue; le fumetier, dont le feuillage léger semble sortir du sol comme une fine vapeur verte; la campanule superposant, ainsi qu'un menu carillon, ses clochettes de toutes dimensions; le rossolis, toujours mouillé, qui luit comme la rosée au soleil; la digitale dont la corolle a l'air d'un dé à coudre; la matrone, élégante et parfumée comme une belle madame de la haute; le coquelicot qui éclate ainsi qu'un cri qui serait rouge, et la citronnelle qui rafraîchit comme une odeur qui serait acidulée.

Voici la fraxinelle, dont les feuilles ressemblent à celles du frêne, et le géranium, dont les boutons ont l'aspect des becs de grue; la gentiane qui porte le nom d'un roi, et l'hyacinthe celui d'un héros aimé des dieux; le chèvrefeuille que la mère bique adore; l'onagre qui plaît aux ânes et la cataire qui attire les chats; l'orpin et la joubarbe, qui ramollissent les cors; la blattaire qui éloigne les mites; le panicaut et la vipérine, qui guérissent les morsures des serpents; la prêle vulnérable, la spirée astringente, le millefeuille tonique, le navet émoullent, l'ortie stomachique, le pavot somnifère; l'aigremoine, qui referme les plaies et fait revenir les chairs; l'angélique fortifiante et cordiale; la pimprenelle, qui augmente le lait des nourrices; l'argentine-potentille, ou ansérine, qui raffermi les gencives; l'armoise, qu'on emploie contre les névralgies; la bétouille des montagnes, si utile dans les congestions; la bardane, ou « herbe-aux-teigneux », qui guérit de la rougeole; le bouillon-blanc, ou « Cierge-de-Notre-Dame », qui fait disparaître les ulcères; la bourrache, qu'on emploie pour calmer les fièvres ardentes; la bryone, ou « Navet-du-Diable », qui atténue les douleurs articulaires; la camomille, qui coupe les accès de fièvre et soulage l'estomac; la grande consoude, ou « Langue-de-vache », dont la racine guérit les brûlures; le fenouil, qui rétablit et conserve la vue; le houblon qui procure aux agités un sommeil tranquille; le lichen, ami des bronches, et le marrube, ami du foie.

Les gens d'autrefois, qui n'étaient pas plus sots que ceux d'aujourd'hui, se soignaient avec toutes ces plantes dont ils connaissaient les vertus et dont ils perpétuaient les vocables typiques et naïfs. C'était encore l'« Herbe-à-la-coupure » qui, conservée dans de l'huile sous le nom d'orpin confit, leur offrait un baume souverain pour cicatriser les plaies; c'était la « Mort-au-Diable », aux fleurettes mauves, qu'ils buvaient en tisane quand des darts ou des éruptions les affligeaient; c'était le « casse-lunettes », qui guérissait les maux d'yeux, le « Gant-de-bergère », qui apaisait

les palpitations du cœur, l'« Herbe-du-mort », qui stimulait les fonctions de l'estomac, le « Pas-d'Ane » qui calmait la toux, l'« Herbe-au-charpentier » qui faisait tomber la fièvre, le « Poivre-de-muraille », la « Barbe-de-chèvre », et la « Vierge d'or » qu'ils prenaient comme diurétiques.

Se sentaient-ils le besoin d'un tonique? Vite, ils recouraient à l'« Herbe-aux-cent-goûts ». Leur fallait-il un vermifuge? le « Pied-d'alouette » ou la « Rose-du-serpent » le leur fournissaient.

S'étaient-ils coupés, blessés, contusionnés? L'« Herbe-aux-écus » ou la « Queue-de-cheval » desséchée leur offraient le meilleur des vulnérables. Et, si quelque excroissance disgracieuse leur déparait les mains ou le visage, le suc jaune de l'« Herbe-aux-Verrues » avait tôt fait de les leur enlever. Combien j'en oublie, sans parler des plantes destinées à la cure des animaux ou à d'autres usages domestiques!

* * *

Est-il, d'autre part, dans la langue française, des mots plus parlants, plus lumineux et plus sapides que pervenche, anémone, véronique, liseron, iris, douce-amère, ravenelle, giroflée, pimprenelle, scabieuse, coronille, nielle, ancolie, j'en passe!...

L'écrivain, qui nait leur parfum et leur esprit, n'avait-il donc jamais respiré l'âme champêtre des aubépines, des violettes, des mugets, des églantines, des sauges, des marjolaines, de l'hysope, de la menthe, des camomilles, du thym ou du chèvrefeuille? N'avait-il jamais entendu conter, en un très vieux village d'Ardenne ou de Campine, par quelque pâtre matinal, l'une ou l'autre de leurs mille légendes? Ignorait-il leur mystérieux langage lequel, lorsque celui des hommes s'arrête impuissant, s'en va symboliquement porter en hommage aux héros, aux femmes, aux morts, l'admiration, l'amour ou la douleur?

Chères petites plantes sauvages que nulle main humaine ne sème, ne greffe, ne conduit, n'arrose, dont, seuls, le vent, l'insecte ou l'oiseau fécondent les pistils bénévoles ou dispersent les semences ailées, nous vous aimons, nous qui vous connaissons! Car vous mettez, au long du chemin de notre vie souvent si banale, votre grâce simple, souriante, sereine et consolatrice. Vous êtes gratuites et à la portée de chacun. Vous poussez et vous vous multipliez, généreuses et immortelles. Vous êtes la bonté et la beauté de la terre. Telles vous fûtes et telles vous resterez. Comme nos aïeux, vous admirèrent, nous vous admirons. Vous êtes les seuls êtres de la création qui, permanents et tranquilles, n'avez rien à redouter de l'ingratitude des hommes, du moins de ceux qui vous connaissent.

ADOLPHE HARDY.

Les cercles sociaux de doctrine catholique

Méthode de formation sociale ⁽¹⁾

Quelle conception faut-il se faire d'un cercle d'études de collège? De quels principes doit-on s'y inspirer? Dans quel sens faut-il orienter la formation des élèves qui en font partie? Quelle est la méthode à y appliquer?

Toutes ces questions offrent pour l'éducateur le plus grand intérêt : elles sont en même temps très délicates, extrêmement

(1) Par le R. P. Honnay, éditeur de la jeunesse catholique à Louvain.

complexes et fort discutées, en raison des oppositions d'écoles ou partis, des conflits de tendances et de principes qu'elles soulèvent inévitablement. Peut-être est-ce en raison de ces difficultés qu'il ne s'était trouvé personne jusqu'à présent, pour faire à propos des C. E. de collèges un travail de systématisation analogue à celui qui fut réalisé, il y a quelques années, à propos des C. E. paroissiaux par M. le chanoine Brohé.

Ce travail, le R. P. Honnay l'a tenté et il y a réussi splendidement, grâce à la mise en œuvre d'un ensemble de qualités qui se trouvent rarement réunies chez le même homme : professeur de poésie depuis plusieurs années déjà, directeur d'un cercle d'études très florissant, il a commencé par faire personnellement l'expérience des vérités qu'il défend, et cela lui permet de ne parler ni dans le vague ni dans l'abstrait en apportant à l'appui de ses théories l'argument le plus apte à convaincre les sceptiques ou les hésitants : l'argument du fait accompli, de l'idéal réalisé.

D'autre part une rare probité intellectuelle lui interdit de rien affirmer qu'il n'ait soumis à un examen à la fois très attentif et très minutieux, très exigeant et très impartial, offrant donc les plus grandes garanties de vérité. Sa charité sacerdotale lui dicte dans la défense de son point de vue, dans la discussion des objections une parfaite courtoisie jointe à une grande modération. Le R. P. Honnay appartient à l'espèce très rare de ceux qui raisonnent et discutent, non pour le plaisir de pourfendre leurs adversaires, mais pour arriver à s'entendre avec eux, sans jamais compromettre bien entendu, les droits de la vérité à laquelle il tient par-dessus tout. Qu'on joigne à cela une grande rigueur de méthode, une grande clarté dans l'exposé des idées, et l'on ne s'étonnera pas que le R. P. Honnay ait réussi à rendre très animé, très intéressant, vraiment captivant, tout en lui gardant le caractère technique qu'il exigeait, un sujet austère par lui-même et qui risquait presque fatalement d'être aride et ennuyeux.

Quelques grandes idées, fondées sur le thomisme le plus pur, dominent tout le livre et le traversent du souffle d'un puissant intellectualisme. Car le P. Honnay a des principes et il y tient, inébranlablement ; mais qu'on se rassure : ceux-ci n'ont rien de rébarbatif ni de rigide : ils sont d'une souplesse et d'une largeur qui permettent d'apporter à toutes les questions des solutions toujours sûres et modérées, parfaitement objectives, et susceptibles de concilier, sans rien sacrifier à la vérité, les points de vue apparemment les plus opposés.

Qu'on en juge : un des points cardinaux du système du P. Honnay s'énonce en ces mots frappants comme une devise : « Doctrine d'abord ! » Mais il a soin d'ajouter « formation pratique » aussi, à titre accessoire, subordonné, quoique nécessaire. La méthode didactique a toutes ses préférences mais il veut l'appliquer de façon à stimuler l'initiative de l'élève, développer le caractère personnel de son travail, amorcer des discussions fécondes. La formation de l'élève devra être sociale, inspirée par l'étude directe des encycliques mais le classicisme et les exigences de la culture littéraire n'y perdront rien. Et à ce propos le R. P. Honnay en quelques fortes pages expose la vraie conception des « humanités » qui, loin d'être incompatibles avec la philosophie sociale, appelle au contraire celle-ci comme un facteur extrêmement utile de formation classique.

Signalons également une mise au point extrêmement précise et très juste, sur la question si brûlante des rapports entre l'éducation et la politique au C. E. et sur la définition des tendances diverses signifiées par ces mots « catholique de droite et catholique de gauche ». C'est dans l'examen de ces problèmes si délicats que le R. P. Honnay donne la plus belle preuve de sa loyauté, de sa charité, de la largeur de ses vues, qui le préservent de toute inexactitude, de toute parole trop vive dans un domaine où la discussion prend si fréquemment un ton passionné.

Les directeurs des C. E., les étudiants universitaires, les élèves des classes supérieures ; tous ceux qui s'intéressent aux œuvres et à la doctrine retireront de la lecture de ce livre un immense profit : ils se convaincront notamment de l'importance capitale que présente pour la jeunesse en général et surtout pour la jeunesse intellectuelle, une formation doctrinale complète en matière sociale, directement puisée à l'étude des encycliques.

Qu'on ne dise pas que celles-ci sont inabornables à notre jeunesse scolaire, voire ouvrière. L'expérience a cent fois réfuté ce sophisme qui n'est inspiré que par une excessive timidité : elle a démontré notamment que moyennant un commentaire fait par le directeur du cercle, les documents pontificaux, si limpides et si si simples peuvent livrer leurs trésors à qui veut y puiser.

Les élèves de nos collèges apprendront aussi, à la lecture du livre du P. Honnay, à ne pas se lancer prématurément et éperdument dans l'action, mais à consacrer leurs années de formation principalement à l'étude de la doctrine.

Certains peut-être n'apprécieront guère ce vigoureux plaidoyer en faveur des droits de l'intelligence spéculative et des prérogatives de la doctrine. Ils ne pourraient cependant condamner le P. Honnay sans se mettre en opposition avec le Souverain Pontife lui-même. Dans l'admirable lettre composée par S. S. Pie XI à l'occasion du II^e centenaire de St Louis de Gonzague, nous trouvons en effet une confirmation nouvelle et particulièrement énergique des idées défendues par le P. Honnay. « Par l'exemple de sa vie, écrit le Pape, Louis persuade aux jeunes gens que leur tempérament pousse aux choses extérieures et rend trop prompts à se lancer dans la vie active, de ne pas se donner au soin du prochain et des œuvres catholiques avant de s'être perfectionnés eux-mêmes par l'étude et l'exercice des vertus intérieures... »

Enfin notre jeunesse et tous ceux qui liront l'ouvrage du M. Honnay en retireront la leçon la plus précieuse, celle à laquelle un chrétien doit tenir par-dessus tout : ils se formeront au sens, à l'esprit catholique. Catholique d'abord ! tel est en effet le point de vue constamment maintenu, telle est la règle d'or qui permet au distingué professeur de poésie d'aborder et de résoudre, avec une sûreté toujours égale à elle-même, les problèmes les plus délicats. Cette règle, en pénétrant dans l'esprit et dans le cœur des jeunes gens leur donnera ce grand amour de la Foi ; cette docilité à la doctrine de l'Eglise, qui est la forme la plus pure et la plus précieuse du culte de la vérité. Elle les pénétrera aussi de cette admirable vertu qui s'appelle la charité, si opposée à l'esprit de parti ou de clan, dont les grandes âmes doivent s'affranchir.

Elle leur inspirera enfin le désir de mieux comprendre, parce qu'ils les aimeront davantage, ceux de leurs frères en Jésus-Christ qui peuvent, en des questions libres, ne pas partager leurs idées. Elle substituera ainsi à la passion des controverses stériles et des exclusivismes étroits ces féconds échanges de vue et de services, destinés à rapprocher les esprits en unifiant les âmes afin que par là se réalise le vœu du Christ : *ut unum sint*, qu'ils soient Un !

Abbé JEAN DERMINE,
professeur de philosophie
à Bonne-Espérance.

P. S. — Le R. P. Honnay vient de recevoir du Vatican une lettre de félicitations des plus flatteuses pour son remarquable ouvrage. Le Saint Père s'y déclare heureux et reconnaissant d'un si bon instrument mis entre les mains de la jeunesse et de ses maîtres pour l'étude des directives pontificales.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

La réforme de saint François

Je place en tête de cette brève étude une pénétrante réflexion de Mgr d'Hulst que j'ai trouvée dans ses *Lettres de direction* (108^e lettre), publiées par Mgr Baudrillart.

« Le corps du christianisme a ses plaies, ses langueurs et ses laideurs, il les a eues dans tous les temps. Ce qui est admirable chez les saints dont beaucoup ont vécu aux pires époques de relâchement et de corruption, c'est que les difformités du corps ne les ont pas empêchés de croire à la sainteté de l'âme. Saint Grégoire VII a cru à la virginité du sacerdoce en face d'un clergé presque universellement concubinaire. Saint François a cru à la pauvreté et à la charité en face des grands feudataires ecclésiastiques aussi riches que durs. Saint Ignace, sainte Thérèse ont cru à l'amour qui contemple, à l'amour qui agit en face des ambitions temporelles de la Papauté et de tous les relâchements de la Renaissance. Ils y ont cru, parce qu'ils ont plus regardé au dedans qu'au dehors, plus écouté Dieu que les hommes ou plus considéré ce que Dieu demande que ce que le monde lui accorde. »

Pour qui a médité l'histoire, rien n'est plus vrai. Chaque fois qu'une réforme fut nécessaire, il s'est rencontré des âmes d'élite d'autant plus avides de se donner au Christ qu'elles le voyaient plus abandonné, d'autant plus résolues à revenir à l'idéal chrétien dans ce qu'il a de plus pur et de plus élevé qu'elles le voyaient plus généralement abaissé.

C'est l'heure où se produit le phénomène de « concentration du christianisme », comme l'historien rationaliste Mignet désigne l'institution monastique.

Aux X^e et XI^e siècles, en face des clercs qui achètent les dignités ecclésiastiques et des laïcs puissants pour qui les lois morales ne semblent plus compter, Cluny se dresse pour proclamer l'austérité, la beauté du renoncement à la propriété personnelle, de la chasteté absolue qui fait de l'homme le frère des Anges, de la sainte obéissance telle que saint Benoît la demandait à ses disciples. Ainsi, au XII^e siècle apparaît Cîteaux.

Au XIII^e siècle, surgissent Dominique et François, les deux illustres champions de la cause de Dieu qui ont gagné la victoire.

La féodalité, qui fut à l'origine un bienfait, une protection contre la barbarie, que l'Eglise, après l'avoir imprégnée de son esprit, avait adoptée pour elle-même, comme une auxiliaire de sa hiérarchie, avait de plus en plus dégénéré. Elle entraîna des maux immenses qui n'allaient à rien moins qu'à l'asservissement de l'Eglise, et qu'à sa désaffectation en y substituant la production des revenus à la production de la grâce.

De là, l'intrusion de la puissance temporelle dans le spirituel, l'invasion du sanctuaire par des indignes, l'investiture laïque, la simonie et le nicolaïsme.

L'Eglise lutta avec une opiniâtre énergie, c'est ce que l'histoire appelle « la querelle des investitures ». La résistance fut longue; la papauté, les moines, les saints, pendant plus d'un siècle, déploierent d'héroïques efforts pour l'affranchissement de l'Eglise et l'épuration des mœurs. Inaugurée par Sylvestre II, à la fin du X^e siècle, poursuivie avec un surhumain magnanimité par Grégoire VII, la réforme ne triompha que sous Innocent III.

Mais aussi, le mal était profond. La religion avait perdu son auréole auprès des peuples. Elle faisait figure d'une forme de la domination terrestre et d'une source d'exploitation.

Naturellement, l'hérésie eut beau jeu dans un tel milieu, contre un christianisme où l'Evangile avait peine à se reconnaître.

Le néo-manichéisme des Albigeois qui proclamait le Double-Dieu, celui du bien et celui du mal, avec tout son cortège d'effroyables corruptions, avec la déification du mal, ce fléau est né de là. C'est pour le combattre, dans ses effets, que la Providence suscita saint Dominique et, pour l'atteindre dans ses causes, saint François.

La liturgie décerne à François cette louange qu'il a réchauffé la charité refroidie. Dante, dans son chant XI^e du Paradis, le compare à un soleil qui se lève sur les montagnes ombriennes pour donner à la terre lumière et chaleur.

Si splendides que soient ces éloges, ils ne sont pas exagérés.

Au milieu de cette société du XIII^e siècle, que troubadours provençaux, propagateurs de l'albigéisme, et marchands vénitiens entraînaient dans une vie de volupté et d'opulence, soudain, quelle rayonnante apparition! François d'Assise! Celui que le grave Bossuet appelle « le plus ardent, le plus transporté, et, si je l'ose dire, le plus désespéré amateur de la pauvreté qui ait été dans l'Eglise. »

François, c'est Jésus montré au peuple à qui on le cachait, le vrai Christ, celui de la Croix ensanglantée. Sa vie, c'est l'Evangile en action, le vrai, celui du renoncement et de la charité. On l'avait adulteré ou on l'avait oublié. Il l'a rappelés, il l'a restitué dans sa vérité profonde. Et l'on vit une merveilleuse résurrection. L'Ombrie, c'est la Palestine, le lac de Pérouse, c'est Tibériade. L'épopée mystique recommence, le miracle des conquêtes du Christ se renouvelle, des disciples comme fascinés par cette réapparition, laissent la biens et famille et se précipitent sur les pas du Poverello.

Qui donc est cet homme? Quel est celui qui devait exercer sur le christianisme l'influence la plus profonde, la plus décisive, la plus durable qui fût, peut-être, depuis saint Paul?

Né dans l'opulence, en 1182, à Assise, dans l'Ombrie, cet eden de la péninsule, il est bien fait de sa personne, il a l'esprit vif et délicat. Il est le roi des fêtes, il tient le sceptre de l'élégance au milieu de cette remuante jeunesse qui partage son temps entre les tournois chevaleresques et les plaisirs plus raffinés du « gai savoir ». Il est fastueux et magnifique, le fils du riche drapier. Il est poète et enivré d'enthousiasme. Il est épris de chevalerie et de nobles prouesses. Il ne demande à la vie que la fièvre des jouissances et l'éclat de la gloire.

Or, il est élu, choisi par Dieu pour opérer une des plus profondes révolutions qu'ait enregistrées l'histoire. Voici que, insensiblement, le spectacle du monde le désenchante et qu'une vague mélancolie s'empare de lui. A travers toutes les plus chatoyantes apparences, il perçoit le vide, le néant de toute cette brillante fantasmagorie. Des songes mystérieux et des voix intérieures l'appellent à une autre vie, le Crucifix de la misérable chapelle de Saint-Damien prend une voix pour lui demander de rebâtir la maison de Dieu. Il se prend à rêver d'une beauté morale qui serait son étoile, il se sent hanté par un idéal de perfection qui déjà l'enchantait; il cherche. Il va trouver. Le 24 février de cette année 1209, de cette année même où le pape Innocent III gémissait sur le scandale de la quatrième croisade qui, détournée de son but glorieux, avait dégénéré en aventure pour la conquête de la Toison d'Or, le jeune fils de Bernadone fut frappé à l'évangile de la messe, dite pour lui dans la chapelle de la Portioncule, de ces paroles du Christ lui-même :

« N'ayez dans votre bourse ni or, ni argent, ni deux tuniques, ni sac pour le voyage, ni chaussures, ni bâton. »

Dieu l'attendait là. Ce fut le trait révélateur. Soudain, cet idéal qui sollicitait sa pensée revêtit sa forme définitive. Il comprit le mystère de la pauvreté évangélique, de la désappropriation universelle, du dépouillement absolu. Il comprit : c'est l'homme affranchi de toutes les servitudes et conquérant la pleine indépendance du cœur. C'est l'âme brisant toutes ses attaches, rompant les amarres et voguant en liberté sur l'océan de l'amour divin.

La parole de l'Evangile avait fait la pleine lumière dans son esprit. De là est sortie la révolution providentielle qui devait assainir l'Eglise, rendre au sel affadi sa haute saveur, ranimer la flamme mourante de la charité, arracher des multitudes de chrétiens, ensorcelés par la bagatelle, aux étreintes de la cupidité, les entraîner dans la voie qui mène à la vraie béatitude, pacifier le monde par la victoire sur la passion génératrice de tant de discordes et de guerres.

De là est sorti l'ordre des Mineurs qui fait, à juste titre, remonter

son origine à cette date du 24 février 1209, du jour où François reçut le message évangélique; de là, plus tard, en 1219, est sorti l'ordre des Clarisses, en 1221, le Tiers-Ordre dont l'influence devait se répercuter dans l'ordre politique.

Tout le franciscanisme a jailli d'une parole de l'Evangile, avec la grande institution qui devait propager dans la suite des âges et jusqu'aux extrémités du monde, l'esprit de la pauvreté franciscaine.

Ainsi, en 270, un jeune Egyptien, aussi riche que noble, entrant à l'éclésié de son village de Côme, près Héraclée, dans la Haute Egypte, entendit cette parole que le diacre lisait à l'ambon : « Si tu veux être parfait, vends ce que tu as, donne-le aux pauvres et tu auras un trésor au ciel ». Soudain — c'était le premier son qui avait frappé ses oreilles — dans cet oracle le jeune homme reconnut la voix de sa destinée. Au sortir de l'église, il vend trois cents arpents de bonne terre qu'il avait au soleil, en distribue le prix aux pauvres, quitte le monde et s'enfonce dans le désert. C'est Antoine, le premier législateur du monachisme, le patriarche d'une lignée immense.

Tel François. Au sortir de la Portioncule, il jette avec horreur sa bourse, son bâton, ses chaussures, il revêt le costume des plus pauvres montagnards de l'Apennin, la tunique de lourde étoffe gris cendré, avec une corde grossière pour ceinture. Et le voilà, transporté de joie, rayonnant de paix qui s'en va le long des routes et sur les places des villages prêcher la perfection évangélique, la pénitence et la paix.

D'autres hommes, en d'autres lieux, Cathares, Vaudois, Pauvres de Lyon, Albigeois, avaient fait profession de pauvreté et de pénitence. Prédicateurs farouches et chagrins, ils lançaient la malédiction sur les riches, ils poussaient à la révolte, à la désobéissance envers le pape, ils scandalisaient les peuples par le surprenant contraste entre leur doctrine acerbe et leur vie dévoyée. François se leva comme l'ange de la pauvreté. Saint doublé d'un artiste, il distillait comme le miel des paroles enchantées, il annonçait la paix née des passions vaincues et de l'ordre accepté, il glorifiait la pauvreté, se contentant de la chérir et de la faire chérir comme une épouse, au lieu de fulminer contre la passion de la richesse. Il aime tous les hommes comme des frères. Il aime la nature comme la transparente image des perfections divines, il cultive l'intimité avec elle, il chante le soleil son frère, la lune sa sœur, le vent, l'air, le nuage, toutes les créatures de Dieu en des strophes pleines d'harmonie que le peuple accouru répète avec enthousiasme.

* * *

Mais la passion qui transfigure à ses yeux la pauvreté, l'humiliation, la souffrance, qui transfigure l'humanité et la nature, c'est l'amour de Jésus. Quand ce nom venait sur ses lèvres, a écrit saint Bonaventure, sa voix s'altérait, comme s'il eût entendu une mélodie intérieure dont il eût voulu ressaisir les notes. Devant l'Enfant de la crèche, il jetait ce cri : « Tu es né de l'amour et non de la chair. Tu es l'amour fait homme pour sauver les hommes ».

La Passion rédemptrice absorba tout son être. Il n'y a pas eu dans toute l'Eglise d'homme plus étroitement uni à ce mystère. Nul n'y a plus intensément compati. Il vécut au pied de la Croix, il y était lié, il ne respirait que du côté de la croix. Crucifix vivant, il fut le premier dans l'Eglise honoré des stigmates, ces plaies mystérieuses dont il fut transpercé par la violence de l'amour et le dard du Séraphin et qui le consumèrent pendant ses deux dernières années dans un long martyre. Nul comme lui ne fut identifié au Christ. Barthélémy de Pise a écrit un livre sur les *Conformités* du Sauveur et de François, qui pousse jusqu'à l'absurde le parallélisme entre les plus menus détails des deux vies, mais l'idée en est juste. Si saint François fut l'ami passionné de la pauvreté, c'est parce que le Christ l'aima. S'il eût le courage de s'arracher à la solitude, qui faisait ses délices, pour évangéliser les peuples, c'est parce que le Christ l'avait fait. S'il brûle de lui donner sa vie en courant au martyre, c'était pour la lui rendre, en le payant de retour.

L'enthousiasme que cet homme suscita en faisant réapparaître en lui la personne du Rédempteur, est vraiment prodigieux. L'âme humaine est faite pour le Christianisme. Montrez-le-lui dans sa vérité, elle suivra.

On a suivi François qui le montrait en lui dans sa perfection. On l'a suivi surtout, quand on apprit que l'humble mendiant était allé dire au Pape, en substance, qu'il voulait ramener dans le

monde ivre de plaisirs et de richesses l'ère de la pauvreté évangélique, fonder un ordre sur la pauvreté, jusqu'à interdire à ses religieux de recevoir de l'argent, même par personne interposée.

On apprit que le pape Innocent III, effrayé de cette tranquille audace, l'avait rebuté d'abord, puis ayant reconnu en lui l'homme qui devait soutenir sur son épaule le Latran chancelant, l'avait accueilli ensuite et magnifiquement approuvé.

Et le monde fut retourné par François. Et le pauvre mendiant, qui n'était que tonsuré, et ne connaissait que la Croix et l'Evangile, embrassa paternellement Dominique, et, à eux deux, ils réformèrent la société, si bien que les gloires de cette période, dans le domaine religieux, social, intellectuel, artistique se rattachent aux deux ordres des Mineurs et des Frères-Prêcheurs.

Toute la chrétienté s'en souvient et le Poverello d'Assise est acclamé par l'univers catholique. Revendiqué par les incroyants eux-mêmes, qui le déforment d'ailleurs à plaisir, il est entré dans le mouvement humain universel. Au fond, il est d'une actualité palpitante. Il donne à notre temps la leçon la plus nécessaire et la plus féconde, celle du détachement, de la pauvreté volontaire.

J. SCHYRGENS.

ANGLETERRE

La crise

M. Jean CAZAVE dans *l'Action Française* :

L'Angleterre a fait des efforts considérables pour assainir sa monnaie. Elle les continue. Elle a pour elle des méthodes financières, monétaires et fiscales qui ont fait leur preuve, la ferme sagesse de son gouvernement conservateur et la production abondante de ses mines d'or. Elle a contre elle la nécessité de faire vivre trois fois plus d'habitants que n'en peut nourrir son sol. Le commerce extérieur doit combler ce déficit alimentaire énorme. Depuis que la guerre a détruit pour très longtemps l'ancien ordre économique de l'Europe et du monde, la vie de l'Angleterre est une gageure. Une dette flottante considérable, une armée de chômeurs, une balance commerciale en déficit constant, contraignent à une fiscalité très dure. En fait, l'impôt fait vivre une portion notable de la population aux dépens des contribuables. Cette situation ne peut pas durer toujours. Or, loin de s'améliorer, elle s'aggrave du fait de la grève des mineurs, qui dure depuis cinq mois. La houille est une des productions essentielles de la Grande-Bretagne et la grève des charbonnages, c'est un peu comme si, chez nous, on cessait une année de faire du blé et du vin. Voilà qui ferait remonter le franc! Il serait bien extraordinaire que la livre ne se ressentit point d'une secousse analogue.

On a établi, en Angleterre, des statistiques officielles qui évaluent à 3 millions de livres la perte quotidienne qu'impose cette grève interminable. Au lieu de 147 hauts fourneaux en activité, il n'y en a plus que 6. Au lieu de 865.000 tonnes de fer par mois, on en a produit, en août dernier 13.600. L'acier est passé de 661.000 tonnes à 52.000. Quant au charbon lui-même, la Grande-Bretagne qui, en juillet 1925, en avait exporté pour 4 millions de livres sterling, a dû, en juillet 1926 en importer pour 4 millions 135.000 livres. Le déficit de la balance commerciale se fait sentir très durement sur la rentrée des impôts, et l'on commence à parler d'augmenter le taux de l'*income-tax*, ou impôt sur le revenu.

ALLEMAGNE

Les relations anglo-allemandes

M. Richard Kuenzer, directeur de la *Germania*, vient de faire à Berlin, devant les délégués de « l'Union provinciale grande-berlinoise du Centre », une conférence sur les relations anglo-allemandes, dont voici le résumé succinct :

Il a commencé par évoquer l'image de Lord d'Abernon, ambassadeur de Grande-Bretagne en Allemagne, auquel revient, a-t-il dit, pour une bonne part, le mérite du relèvement si rapide du Reich après la débâcle. Pour ce qui est de la France, l'accord de Locarno, une fois devenu un fait accompli, les rapports franco-allemands sont entrés dans une voie qui doit automatiquement, s'il ne se produit rien d'inattendu, aboutir à un résultat satisfaisant. Au début de 1925 encore, un Allemand se rendant en France pouvait être à bon droit regardé comme manquant de patriotisme ou comme un aventurier. Aujourd'hui, cette situation s'est entièrement modifiée au cours de quelques mois.

L'avenir de l'Europe reposera sur une entente anglo-franco-allemande de longue durée. Si ces trois Etats sont d'accord tout ira bien. On l'a bien vu dans la question du Conseil de la S. D. N.

Certes, la situation politique de la Grande-Bretagne n'est pas facile : elle a un pied en Angleterre et l'autre au-delà des mers, dans les Dominions. Les indices du relâchement des liens qui faisaient de l'empire un bloc se multiplient. Mais l'Angleterre sera d'autant plus portée à collaborer avec notre continent que ces indices seront plus nombreux. D'autre part, les « continentaux » doivent souhaiter cette collaboration pour des raisons tant politiques qu'économiques. Les Anglais seront les bienvenus s'ils veulent se rallier au cartel du fer et de l'acier. Il serait heureux si ce cartel pouvait être signé à Londres.

Pour celui qui étudie les problèmes politiques, l'Angleterre offre un intérêt particulier à titre de professeur de l'art politique. Il convient d'excepter la Grande-Bretagne de l'adage formulé par Nietzsche et portant : « Le vainqueur est toujours bête ». Ce n'est pas seulement après la guerre boer, mais aussi après la guerre mondiale que l'Angleterre s'est distinguée par la modération et la conciliation.

La maturité politique de ce pays se manifeste encore par le rôle qu'y joue l'aristocratie. La Chambre des Lords y est, aujourd'hui encore, presque l'égale du point de vue politique de la Chambre issue du vote populaire. A cela, il doit y avoir deux raisons : Comme à peu près tous les hommes éminents dans les domaines politique, scientifique et artistique sont, tôt ou tard, anoblis, il en résulte que l'aristocratie britannique est perpétuellement rajeunie et renouvée du point de vue de sa composition intérieure. Seconde raison : Cette aristocratie s'attache incessamment à rester en contact avec les masses. Au lieu de remonter le courant, elle le suit, et par là, a parfois l'occasion de diriger le cours des choses. Alors qu'en Allemagne, on boycotte du point de vue social les adhérents des tendances politiques extrémistes, en Angleterre, rien de pareil : à preuve le fait que le gendre de feu Lord Curzon et le fils de Baldwin sont membres du parti travailliste, sans rien perdre de leur situation dans la société, où ils sont regardés et présentés comme des objets de curiosité. Il est même possible que, dans leur « sub-conscient », les autres aristocrates ne soient pas trop mécontents d'avoir à combattre ces renégats, qui, par le fait même de leur désertion, propagent, dans la masse du peuple, des influences aristocratiques. Que de choses la noblesse allemande ne pourrait-elle pas, à peu d'exceptions près, apprendre de celle d'Angleterre !

ROUMANIE

La situation

D'après un article de M. Pierre Mesnard, professeur à l'Université de Jassy : La crise de 1926 et la stabilité roumaine dans la Revue des Jeunes du 10-25 septembre 1926.

La Roumanie est sortie de la grande guerre terriblement agrandie, plus que doublant sa population et son territoire par l'annexion de la Bessarabie,

de la Transylvanie, de la Bukovine et du Banat de Temesvar. Très prospère en 1914, elle a énormément souffert du cataclysme mondial par suite des pertes en hommes, des épidémies, de l'occupation par l'ennemi de la presque totalité du pays, de l'incendie des pétroles par le génie anglo-français, de la dévastation de la Moldavie et de la Bessarabie par les armées russes en retraite, des émissions par l'ennemi de divers papiers dépréciés, etc. Certains organismes internationaux créés depuis la guerre par les Alliés eux-mêmes compliquent, eux aussi, la tâche du relèvement.

En 1925, les grands partis roumains étaient les suivants : Parti libéral, au pouvoir depuis 1922, parti auquel s'est inféodée depuis longtemps la famille Brătianu. Révolutionnaire jadis, aujourd'hui fortement assagi, il constitue le centre de l'Assemblée parlementaire. A sa gauche, il y a un groupement nouveau, le parti paysan ou tsaraliste (social-démocratie à recrutement agricole). Vient ensuite le parti du peuple que dirige le général Averescu, très populaire. Ce fut lui qui, après la guerre, procéda à la réforme agraire, ce qui ne l'empêcha pas d'échouer en 1922 sur la question financière. Il fut remplacé au gouvernement par les frères Brătianu.

Dans la dernière Chambre, un rôle fort important a été joué encore par M. Nicolas Jorga, professeur à l'Université de Bucarest et à la Sorbonne, auteur de nombreux ouvrages historiques d'une renommée mondiale, poète et dramaturge de qualité. Il avait su grouper autour de lui une clientèle nombreuse, encore qu'indisciplinée et hétérogène, fidèles de l'ancien ministre Take-Jonescu, parti nationaliste transylvain (parti Maniu), d'autres encore.

Le parti libéral a beaucoup fait pour la Roumanie au cours de la législature de 1922-1926. La situation politique extérieure du pays s'est grandement consolidée. Il joue dans la Petite-Entente un rôle, dont l'importance n'est même pas soupçonnée en France. Son alliance est recherchée, l'armée roumaine a été reconstituée de façon très satisfaisante.

A l'intérieur, le parti libéral a étouffé le communisme naissant. Économiquement, un gros effort a été tenté : pétroles complètement réoutillés, chemins de fer remis en état, etc. En revanche, il y a eu échec sur la question financière. La chute du *leu* a été enrayée, il n'a pu être revalorisé. Le budget a été équilibré à l'aide de grosses taxes douanières qui pèsent formidablement sur la vie économique du pays.

A partir de 1925, il s'ébauchait à travers la Roumanie une grande campagne antilibérale. Pour lui faire face, le Cabinet joua quelques cartes extrêmement hasardeuses. Il arracha au Roi l'abdication du prince Carol, mais eut le tort de susciter autour du prince banni un scandale (l'affaire Fokker) qui se termina par un acquittement. L'effet fut désastreux pour le Gouvernement.

Celui-ci se décida alors à jouer son va-tout. Il procéda aux élections communales par anticipation sur la consultation législative. Toute l'opposition se coalisa contre le Cabinet. Elle remporta une victoire éclatante. Brătianu remit au Roi la démission du ministère. Après maints incidents, Ferdinand I^{er} sur le conseil du « Premier » démissionnaire, appela au pouvoir le général Averescu.

Quelques hommes de premier plan figurent dans le nouveau gouvernement : le ministre de l'intérieur Octavian Goga, qui s'est révélé un terrible agent électoral ; M. Petrovici, doyen de la Faculté des Lettres de Jassy. La campagne électorale commença. Campagne acharnée, à incidents multiples. Dans l'opposition nouvelle, la cohésion fit étrangement défaut. Résultats : écrasement des libéraux et des tsaralistes, succès d'ensemble pour le gouvernement, succès local pour les nationalistes transylvains, révélation d'un nouveau groupement important : la ligue nationale chrétienne. Les socialistes et communistes ne parvinrent pas à faire passer un seul candidat.

En dernière analyse, le général Averescu obtenait les deux tiers des mandats : 292. Le bloc nationaliste-tsaraliste en avait 79. Les tsaralistes à tendances plus ou moins probolchévistes étaient complètement écrasés en Bessarabie. Les libéraux obtenaient 14 sièges seulement. La ligue nationale chrétienne, nettement antisémite, dont le professeur Cuza est le chef, a conquis dès son apparition sur la scène politique 10 sièges.

On peut s'attendre à voir dans l'avenir cette « Action française » du Bas-Danube prendre dans la vie nationale roumaine une place de choix.

Aux élections sénatoriales aussi, le gouvernement roumain a eu une forte majorité.

La transmission des pouvoirs s'est effectuée comme d'habitude avec une certaine pompe, mais aussi dans des formes amicales. Le nouveau gouvernement s'est inséré tout naturellement dans la voie ouverte par les libéraux.

En matière financière, les vues du général Averescu et de ses conseillers ne coïncidaient pas avec celles des Brătianu, d'où tension des changes assez brutale au lendemain des élections. Des mesures énergiques ont depuis brimé la spéculation intérieure et ouvert largement les frontières à l'exportation. Aussi soutenu par une année exceptionnelle pour le blé et pour le pétrole, le *leu* poursuit-il sur toutes les places européennes sa marche ascendante. Les Brătianu avaient arrêté la catastrophe en étouffant l'inflation au berceau

et en équilibrant soigneusement le budget : l'œuvre d'Averescu s'annonce comme devant être le relèvement de la devise par l'amélioration constante de la balance commerciale.

La Roumanie pourra ainsi achever son unification intérieure et la réfection économique qui en fera un des premiers pays de l'Europe. Mais n'oublions pas la part capitale prise dans cette œuvre de relèvement national par la monarchie. C'est la monarchie qui a assuré la continuité politique nécessaire à ce relèvement.

PROCHE-ORIENT

L'action des Puissances européennes

D'après un article de Wassan-Ghirey Djabagui : La Politique des Puissances européennes en Proche-Orient, dans l'Est européen.

Pour se faire une idée précise des desseins que les Puissances européennes nourrissent à l'égard du Proche-Orient, il ne sera pas inutile de passer en revue les traités, conventions et accords conclus depuis 1915.

26 avril 1915. — Traité de Londres par lequel la Grande-Bretagne, la Russie et la France assurent à l'Italie, après la défaite turque, une part égale aux leurs dans la Méditerranée, en particulier la région d'Adalia.

Mai 1915. — Accord secret anglo-russe, par lequel le Royaume-Uni promet de ne pas s'opposer à l'occupation de Constantinople par la Russie.

24 Octobre 1915. — Signature d'une convention entre Hussein, chérif de la Mecque, et la Grande-Bretagne, par laquelle celle-ci s'engage à reconnaître et à assister l'indépendance arabe au sud du 37^e parallèle, sauf dans la Syrie côtière et au Liban.

19 février 1916. — Accord anglo-franco-russe attribuant à la Russie l'Arménie et le Kurdistan.

16 mai 1916. — Accord franco-britannique départageant divers territoires de la Turquie d'Asie.

2 novembre 1917. — Déclaration Balfour au sujet du foyer juif en Palestine.

30 octobre 1918. — Signature par l'amiral anglais Calthorpe, avec les Turcs, de l'armistice de Moudros, sans avoir reçu aucun mandat de la France et sans prendre l'avis de son collègue français.

15 mai 1919. — Débarquement des Grecs à Smyrne et dans la province de Smyrne, en vertu d'une décision du Conseil suprême du 14 mars 1919.

28 janvier 1920. — Vote par le Parlement ottoman, du « Pacte national », protestant contre la politique alliée et affirmant que les parties de l'empire turc habitées par une majorité musulmane forment un tout n'admettant sous aucun prétexte aucune dissocation ni de fait, ni de droit.

16 mars. — Occupation de Constantinople par les troupes anglaises. L'armée britannique domine tout le Proche-Orient du Caire à Batoum et de Bagdad à Constantinople.

Avril 1920. — Conférence de San Remo, qui sanctionne la dissolution presque totale de l'empire turc. Elle consacre l'accord intervenu entre Clémenceau et Lloyd George, attribuant à la Grande-Bretagne, en plus de la Mésopotamie (Iraq), la Palestine et Mossoul.

Juillet 1920. — L'armée grecque soutenue par l'Angleterre, occupe Brousse, puis Andrinople.

10 août 1920. — Signature du traité de Sévres, qui morcèle la Turquie, réduite, en Europe, à la banlieue de Constantinople.

De cet aperçu, il résulte que la Grande-Bretagne aspirait, à l'époque, à établir, dans le Proche-Orient, son hégémonie complète. Pour parler comme M. Paul Bourdarie, elle y voulait toute la mer, tous les ports, tous les grands pays qui furent les premiers forgerons orientaux de notre civilisation, toutes les grandes capitales des anciens empires d'Orient. Elle a voulu avoir en même temps le trust des matières premières (coton, soie, laine, pétrole), et même... celui des religions (Jérusalem et La Mecque).

Mais elle avait sous-estimé la puissance morale de l'Islam

La révolte kémaliste éclate. Le fanatisme musulman se réveille aux Indes. L'Afghanistan conclut un traité d'alliance avec les Kémalistes. La Perse s'y rallie. La Russie des Soviets offre son aide à la Turquie. Un congrès panislamique a lieu, en septembre 1920, à Bacou. Des traités sont signés, en 1921, avec la Turquie, l'Afghanistan et la Perse.

A cette rivalité anglo-russe viennent s'ajouter, dès le lendemain de la signature du traité de Sévres, les compétitions entre la France et l'Angleterre d'une part (Syrie), l'Angleterre et l'Italie d'autre.

La diplomatie française s'était ressaisie immédiatement après « Sévres », et, après divers incidents, l'accord franco-turc d'Angora (octobre 1921) rendait à la Turquie la Cilicie occupée par les troupes françaises. D'autre part, l'Italie à laquelle les Alliés avaient autrefois promis Smyrne, voyait d'un très mauvais œil les Grecs s'y installer. Les Italiens commencèrent dès lors à ravitailler les Turcs en Asie Mineure, ce qui ne manqua pas d'amener un refroidissement dans les relations anglo-italiennes.

Les désastres grecs en Anatolie furent la véritable cause de la démission de Lloyd George huit jours après l'armistice gréco-turc de Moudania (11 octobre 1922).

Le traité de Lausanne (24 juillet 1923) n'a pas laissé pierre sur pierre de celui de Sévres, a sacrifié l'Arménie indépendante, a reconstitué la Turquie dans ses limites ethniques et a aboli les capitulations.

Avec la conclusion du traité de Lausanne, l'influence britannique dans le Proche-Orient a commencé à chanceler. Pourtant, l'arrivée au pouvoir du cabinet conservateur, en Angleterre, et de Riza Chah en Perse, lui a permis de regagner une partie du terrain perdu.

Dès aujourd'hui, la Grande-Bretagne prépare le terrain pour dresser, dans un avenir prochain, contre l'influence bolchéviste en Caucasic et en Asie Centrale le nationalisme turc.

Pour ce qui est de la France, elle a poursuivi, à l'égard de la Turquie, après « Lausanne », sa politique de réconciliation, inaugurée, en octobre 1921, par le traité d'Angora. Différentes questions relatives à la frontière syro-turque, questions restées en suspens, ont été résolues par la dernière convention d'Angora (1926). Il faut pourtant reconnaître que la politique de la France en Syrie n'a pas été très heureuse.

Quant à l'Italie, on assiste, aujourd'hui, aux tentatives de M. Mussolini de reprendre, dans le Proche-Orient, les traditions de l'Empire romain et celles de Venise.

En ce qui concerne les relations turco-soviétiques, l'attribution du vilayet de Mossoul à l'Iraq, par la S. D. N., a eu pour contre-coup immédiat de les rendre plus intimes (traité signé à Paris, le 17 décembre dernier).

Il importe de remarquer toutefois, que l'amitié entre les Soviets et la Turquie ne durera qu'autant que dureront les malentendus entre la jeune république turque et les nations occidentales. Les rapports entre ces deux pays restent, malgré tout, empreints d'une forte dose de méfiance réciproque. Cela tient tout d'abord au fait que la Russie des Soviets et la Turquie nationaliste et touranienne se sentent toujours gênées dans leurs mouvements d'expansion. La rivalité historique des deux pays renaîtra infailliblement et ne manquera pas de se manifester ouvertement dès que la Turquie sera parvenue à renouer ses relations d'amitié avec l'Occident. Le premier conflit russo-turc surgira probablement à propos de la Caucasic, dont les peuples musulmans et, en partie d'origine turque ne cessent de réclamer leur indépendance, et attendent que la Turquie leur prête aide et secours dans leur lutte pour la libération (1).

(1) Eventualité, en effet, assez plausible. Quoi de plus significatif qu'une pareille situation? Alors que la Russie tsariste tenait, à proprement parler, la Turquie à la gorge, on peut parler sérieusement, à l'heure qu'il est, d'une offensive turque en Transcaucasie russe pour « libérer » les populations musulmanes locales. Ne pas oublier que cette offensive, que l'auteur — musulman — semble appeler de ses vœux donnerait aussi le coup de grâce à tout ce qui subsiste encore des beaux projets et des belles phrases d'antan de l'Entente : à la petite Arménie soviétique comme recroquevillée aux pieds de l'U. R. S. S., dans l'espoir d'échapper aux bourreaux turcs!

Comte P.

GASTON PHILIPS & C^{ie}

OPÉRATIONS COURANTES

Exécution des ordres de Bourse au comptant et à terme à Bruxelles, au courtage officiel, et aux Bourses étrangères aux meilleures conditions.

PAYEMENT DES COUPONS

PRÊTS SUR TITRES

Souscriptions sans frais à toutes les émissions. — Renseignements sur toutes valeurs cotées et non cotées. — Vérification des titres. — Toutes opérations de banque et de change. — Correspondants sur toutes les principales places étrangères.

BANQUE ET CHANGE

RUE MONTOYER, 4, BRUXELLES

Téléphones : Direction 352.02 Bureaux 303.88 — 319.92
Adresse télégraph. : PHILTON-BRUXELLES
Compte chèques postaux n° 7083

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

Société anonyme fondée par arrêté royal du 28 août 1822

3, Montagne du Parc BRUXELLES

FONDS SOCIAL :

100,000 Titres de Capital . . fr. 100,000,000

100,000 Parts de Réserve . . fr. 250,628,393

Total . . fr. 350,628,933

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Le service d'agence de la Société Générale de Belgique est assuré en province par ses banques patronnées et leurs agences dans plus de 300 villes et localités importantes du pays.



Tailleur - Couturier

- Fourreur -

CHEMISES

CRAVATES

COLS

DUPAIX

CHAPRAUX

CANNES

PARAPLUIES

TÉLÉPHONE 23116

27, Rue du Fossé-aux-Loups, Bruxelles

Une réalisation magnifique.

Les célèbres Chœurs de la Chapelle Sixtine à la portée de tous.

O
D
É
O
N

Demandez à
votre fournisseur



les nouveaux
Disques ODÉON

O
D
É
O
N

Demandez

- 76826 } Exsultate Deo, G. PIERLUIGI DA PALESTRINA (1524-1594).
Laudate Dominum, G. PIERLUIGI DA PALESTRINA (1524-1594).
- 76828 } Ave Maria, T. LUDOVICO DA VITTORIA (1545-1611).
Innocentes, LUCA MARENCIO (1550-1599).

PAR LES CHANTEURS DE LA BASILIQUE ROMAINE.